

# Recueil

DES ACTES ADMINISTRATIFS

2020

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT

**Mai 2020**  
**N° 5 A - 2020**

ardèche  
LE DEPARTEMENT

# SOMMAIRE

## I - Arrêtés du Président

* Arrêté temporaire n° 200 ADC WK 20 RD0215 Portant réglementation de la circulation routière	5
* ARRETE PERMANENT N° DRM 5 20 119 030 P Portant limitation de tonnage	7
* ARRETE PERMANENT N° DRM 5 20 0265 025 P Portant limitation de tonnage et de gabarit	9
* DÉCISION n°2020-193 Contrat de Ligne de Trésorerie auprès de la BANQUE POSTALE	11
* ARRÊTÉ n°2020-168 Fixant la composition de la Commission Administrative Paritaire (CAP)	15
* ARRÊTÉ n° 2020-170 Accordant une garantie d'emprunt pour la Congrégation' Présentation de Marie', propriétaire des locaux de L'ÉHPAD ' Sainte -Marie ' à Bourg-Saint-Andéol	21
* ARRÊTÉ n° 2020-176 Accordant une garantie d'emprunt pour «Les Auches» à ARDOIX	25
* ARRÊTÉ n° 2020-177 Accordant une garantie d'emprunt pour «Les jardins de Lerps» à ST ROMAIN DE LERPS.	27
* ARRÊTÉ n° 2020-178 Accordant une garantie d'emprunt pour «l'OGEC Ensemble scolaire Saint François d'Assise»	29
* ARRÊTÉ n° 2020-180 Accordant une garantie d'emprunt pour «Les Terrasses de l'Auzon» à JOYEUSE	31
* ARRÊTÉ n° 2020-181 Accordant une garantie d'emprunt pour «Les Acacias» à CORNAS	33
* ARRÊTÉ n°2020-182 Accordant une garantie d'emprunt pour «Les Peyrouses» à CORNAS	35

* ARRÊTÉ n° 2020-183 Accordant une garantie d'emprunt pour «Les Jolis Lauriers» à GUILHERAND GRANGES	37
* ARRÊTÉ n° 2020-184 Accordant une garantie d'emprunt pour «L'Ecole» à LIMONY	39
* ARRÊTÉ n° 2020-185 Accordant une garantie d'emprunt pour «Camous Salomon» à MARCOLS-LES-EAUX	41
* ARRÊTÉ n°2020-186 Portant délégations de signature relatives à la Direction Générale Adjointe Solidarités	45
* ARRÊTÉ n° 2020-189 Accordant une garantie d'emprunt pour «les Allées du Palladios» à GUILHERAND-GRANGES (ligne de prêt : 1352597)	61
* ARRÊTÉ n° 2020-190 Accordant une garantie d'emprunt pour «les Allées du Palladios» à GUILHERAND-GRANGES (ligne de prêt : 1352599)	65
* ARRÊTÉ n° 2020-191 Accordant des subventions	69
* ARRÊTÉ n°2020-194 Accordant une garantie d'emprunt pour «Les Acacias» à CORNAS	79
* ARRÊTÉ n°2020-162 Portant fixation du prix de journée du lieu de vie et d'accueil «Les Sources d'Eymieux»	81

Date de parution : 4 juin 2020

## **I - Arrêtés du Président**



## **Arrêté temporaire n° 200 ADC WK 20 RD0215**

Portant réglementation de la circulation routière

**Le Président,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code de la route

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

**Vu** l'arrêté n° 2020-165 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 29/04/2020 portant délégations de signature,

**Vu** la demande de l'entreprise TP 2000 en date du 22/05/2020

**Considérant** que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

### **ARRETE :**

#### **Article 1 :**

Afin de permettre à l'Entreprise TP 2000 d'effectuer des travaux de reconstruction de mur, la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la :

RD 215 entre les PR 8+100 et PR 8+500 hors agglomération de PEREYRES

#### **Article 2 :**

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

Du 27/05/2020 au 10/07/2020 inclus.

- Circulation alternée commandée par sens prioritaire, schéma CF22.
- La gestion manuelle sera obligatoire de 8.00 h à 18.00 h, en cas de file d'attente dépassant 50 ml.
- Limitation de vitesse à 50km/h au droit du chantier pendant toute la durée des travaux.
- Interdiction de stationnement.

#### **Article 3 :**

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux selon le schéma fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire Sud-ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.



**Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :**  
M. AYMARD Quentin - Tél 06 76 97 99 87 - Courriel : [aymard.tp2000@gmail.com](mailto:aymard.tp2000@gmail.com)

**Article 4 :**

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 6 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 7 :**

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire Sud-ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- M. le Directeur de l'entreprise SARL TP2000 43, chemin de la Vierge 26790 ROCHEGUDE

Fait à AUBENAS, le 25/05/2020

Pour le Président et par délégation,  
Le Responsable du Territoire Sud-ouest Adjoint



Jean Louis VERT

**DIFFUSION :**

Commune de PEREYRES

Région AURA -Service Transports 07 ([transports07@auvergnerhonealpes.fr](mailto:transports07@auvergnerhonealpes.fr))

Le territoire Sud-ouest- SO Lalevade

Chrono

Affiché au Territoire Sud-ouest

le 25/05/2020

Géo-référence consultable à l'adresse suivante : [http://geo.geoardeche.fr/portail\\_routes/index.html](http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html)

**Département de l'Ardèche**  
**Direction des routes et des mobilités**

**ARRETE PERMANENT N° DRM S 20 119 030 P**  
Portant limitation de tonnage

**Le Président,**

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1, R110-2, R411-1 à R411-7, R411-25 à R411-28,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu l'arrêté du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière,

**Vu** l'arrêté n° 2020-165 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 29/04/2020 portant délégations de signature,

Considérant la configuration de la RD N°119 et du fait qu'il convient de réglementer les charges sur cette voie,

**ARRETE :**

**ARTICLE.1.** La limitation de tonnage suivante est instituée sur la RD N° 119, hors agglomération de Fabras et Lalevade d'Ardèche

Commune	Section concernée		Limite du Poids Total Autorisé en Charge (PTAC)
	P.R. début	P.R. fin	
LALEVADE D'ARDECHE	0+000	2+128	19 tonnes
FABRAS			

**ARTICLE 2** - Dérogations.

Les limitations de tonnages de l'article 1 sont portées au seuil supérieur de **26 tonnes** dans les cas suivants :

-Transports de marchandises pour les lieux desservis par cette section de route départementale,

-Véhicules intervenant pour des travaux sur les propriétés riveraines dont l'accès ne peut se faire que par cette route départementale,

-Tracteurs agricoles équipés ou non de remorques,

-Véhicules affectés à un service public,



-Véhicules intervenant pour des travaux concernant cette route départementale et ses dépendances.

Les limitations de tonnage portées à l'article 1 ne s'appliquent pas aux véhicules de secours aux personnes et aux biens.

**ARTICLE 3** La signalisation réglementaire sera mise en place par les soins et à la charge du Territoire Sud-Ouest

**ARTICLE 4** Les dispositions du présent arrêté abrogent toutes les limitations de tonnage antérieures sur cette section de RD hors agglomération.

**ARTICLE 5** Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à compter de sa publication et lorsque la signalisation réglementaire sera mise en place.

**ARTICLE 6** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ou devant le Président du Département de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publication.

**ARTICLE 7** Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président du Département de l'Ardèche (DRM/Territoire Sud-Ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,

Fait à Privas, le 26 mai 2020

Pour le Président et par délégation,

Le Directeur des Routes et des Mobilités

Yann BACCONNIER

DIFFUSION :

Communes de Fabras et Lalevade d'Ardèche

Région AURA-Service Transports07 [transports07@auvergnerhonealpes.fr](mailto:transports07@auvergnerhonealpes.fr).

Le territoire Sud-Ouest- SO Lalevade

Affiché au Territoire d'Aubenas

Secteur opérationnel de Lalevade, le

Transmis pour insertion au recueil des actes administratifs

la carte interactive indiquant la position des points de repère (PR) est consultable sur le site: [http://geo.geoardeche.fr/portail\\_routes/index.html](http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html)

**ARRETE PERMANENT N° DRM S 20 0265 025 P**

Portant limitation de tonnage et de gabarit

**Le Président,**

Vu le Code de la Voirie Routière

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1, R110-2, R411-1 à R411-7, R411-25 à R411-28,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu l'arrêté du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière,

Vu l'arrêté n° 2020-165 du 29/04/2020, de M. le Président du Département de l'Ardèche portant délégations de signature

Considérant la configuration de la RD N° 265 et qu'il convient de réglementer les charges ou gabarits sur cette voie,

**ARRETE :**

ARTICLE.1. Les limitations de tonnage ou gabarit suivantes sont instituée sur la **RD N° 265**, hors agglomération.

Commune	Section concernée		Limite du Poids total en charge
	P.R. début	P.R. fin	
ST FORTUNAT SUR EYRIEUX	0+137	3+381	12 Tonnes
ST VINCENT DE DURFORT	3+381	4+882	12 Tonnes
ST CIERGE LA SERRE	7+793	13+114	12 Mètres
ST CIERGE LA SERRE	13+114	16+329	12 Mètres

**ARTICLE 2 - Dérogations.**

Les limitations de tonnages de l'article 1 sont portées au seuil supérieur de **19 tonnes** dans les cas suivants :

- Transports de marchandises pour les lieux desservis par ces deux sections de route départementale,
- Véhicules intervenant pour des travaux sur les propriétés riveraines dont l'accès ne peut se faire que par cette route départementale,
- Tracteurs agricoles équipés ou non de remorques,
- Véhicules affectés à un service public,
- Véhicules intervenant pour des travaux concernant cette route départementale et ses dépendances.

Les limitations de tonnage portées à l'article 1 ne s'appliquent pas aux véhicules de secours aux personnes et aux biens.

ARTICLE.3. La signalisation réglementaire sera mise en place par les soins et à la charge du Territoire Sud-Est

ARTICLE.4. Les dispositions du présent arrêté abrogent l'arrêté permanent N° DRD S 16 0265 156 P du 19 décembre 2016, ainsi que toutes les limitations de tonnage ou gabarit antérieures sur cette section de RD hors agglomération.

ARTICLE.5. Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa réception et lorsque la signalisation réglementaire sera mise en place.

ARTICLE.6. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publication. Il peut aussi être saisi sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

ARTICLE.7. Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

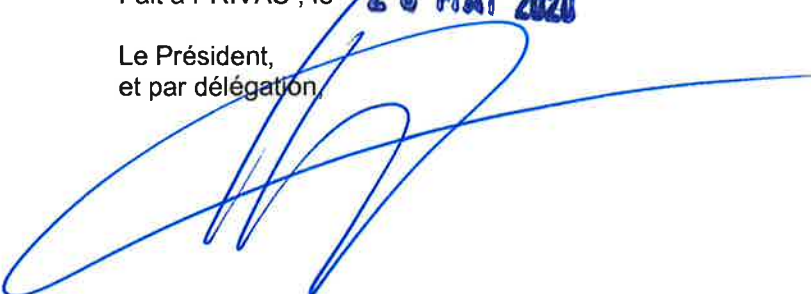
- M. le Président du Département de l'Ardèche (DRM/Territoire Sud Est),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- 

Copie sera adressée pour information :

- M. le Maire de ST FORTUNAT SUR EYRIEUX
- M. le Maire de St VINCENT DE DURFORT
- M. le Maire de St CIERGE LA SERRE
- Région AURA-Service Transports :  
transports07@auvergnerhonealpes.fr

Fait à PRIVAS , le 28 MAI 2020

Le Président,  
et par délégation,



Affiché au Territoire Sud Est  
Secteur opérationnel de PRIVAS

Le .....

Insertion au recueil des actes administratifs du Département

# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Finances, Appui et Conseil  
Gestion Comptable, Dette et Trésorerie

## DÉCISION n°2020-193

### Contrat de Ligne de Trésorerie auprès de la BANQUE POSTALE

#### LE PRESIDENT,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 3211-2-2
  - VU** la délégation du Conseil Départemental accordée au Président du Conseil Départemental par délibération en date du 17 juin 2019,
  - VU** la proposition commerciale en date du 4 mai 2020,
- Considérant l'intérêt présenté par cette proposition,

## **DECIDE**

### **Article 1**

De contracter pour un montant de dix millions d'euros auprès de la BANQUE POSTALE, une ligne de trésorerie dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant global :	10 000 000 €
Durée :	364 jours (prise d'effet au plus tard le 3 Juillet 2020)
Intérêts :	Taux fixe 0.27% (30/360)
Commission de non utilisation :	0.05% du montant non utilisé
Périodicité de paiement :	Trimestrielle
Montant minimum de tirage :	10.000 euros
Commission d'engagement :	0.08% du montant du prêt

### **Article 2**

Le Président ou son représentant légal est habilité à signer la convention de crédit susvisé et tout autre document nécessaire à la conclusion et à l'exécution de ladite convention. Il sera rendu compte de cette décision lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

### **Article 3**

La présente pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux,
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

### **Article 4**

Le Directeur Général des Services est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs du Département.

(fait en deux exemplaires)    certifié exécutoire

Fait à Privas le 28 Mai 2020

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le 28 Mai 2020 AR 177543  
Affiché en l'Hôtel du département le 28 Mai 2020





# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-168

### Fixant la composition de la Commission Administrative Paritaire (CAP)

#### LE PRESIDENT,

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 28 et suivants ;
- VU** le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 consolidée relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** le décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 consolidée fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU** l'élection de Monsieur Laurent UGHETTO en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 10 juillet 2017 ;
- VU** l'arrêté n°2020-140 du 16 mars 2020 fixant la composition des commissions administratives paritaires ;

**CONSIDERANT** les procès-verbaux relatifs à l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) en date du 6 décembre 2018 ;

**CONSIDERANT** que conformément à l'article 6 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 susvisé, lorsqu'un représentant titulaire se trouve dans l'impossibilité définitive d'exercer ses fonctions, un suppléant de la même liste et du même groupe hiérarchique est nommé titulaire et remplacé par le premier candidat non élu restant sur la même liste et relevant du même groupe hiérarchique ;

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services départementaux ;

# **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Sont désignés en qualité de représentants du Conseil Départemental aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires territoriaux du Département de l'Ardèche :

## **CATEGORIE A :**

### **• Représentants titulaires :**

- Le Président du Conseil Départemental : M. Laurent UGHETTO, membre de droit, Président des commissions administratives paritaires ou son représentant, Mme Bérengère BASTIDE, Vice-Présidente du Conseil Départemental,
- Mme Martine FINIELS, Vice-Présidente du Conseil Départemental,
- M. Robert COTTA, Conseiller Départemental délégué,
- Mme Sylvie GAUCHER, Conseillère Départementale,
- M. Marc-Antoine QUENETTE, Conseiller Départementale.

### **• Représentants suppléants :**

- Mme Sylvie DUBOIS, Conseillère Départementale déléguée,
- M. Max CHAZE, Conseiller Départemental délégué,
- M. Raoul L'HERMINIER, Conseiller Départemental délégué,
- Mme Camille JULLIEN, Conseillère Départementale,
- M. Pierre MAISONNAT, Conseiller Départemental.

## **CATEGORIE B :**

### **• Représentants titulaires :**

- Le Président du Conseil Départemental : M. Laurent UGHETTO, membre de droit, Président des commissions administratives paritaires ou son représentant, Mme Bérengère BASTIDE, Vice-Présidente du Conseil Départemental,
- Mme Martine FINIELS, Vice-Présidente du Conseil Départemental,
- M. Robert COTTA, Conseiller Départemental délégué,
- Mme Sylvie GAUCHER, Conseillère Départementale,
- M. Marc-Antoine QUENETTE, Conseiller Départemental.

### **• Représentants suppléants :**

- Mme Sylvie DUBOIS, Conseillère Départementale déléguée,
- M. Max CHAZE Conseiller Départemental délégué,
- M. Raoul L'HERMINIER, Conseil Départemental délégué,
- Mme Camille JULLIEN, Conseillère Départementale,
- M. Pierre MAISONNAT, Conseiller Départemental.

## **CATEGORIE C :**

- **Représentants titulaires :**

- Le Président du Conseil Départemental : M. Laurent UGHETTO, membre de droit, Président des commissions administratives paritaires ou son représentant, Mme Bérengère BASTIDE, Vice-Présidente du Conseil Départemental,
- Mme Martine FINIELS, Vice-Présidente du Conseil Départemental,
- M. Robert COTTA, Conseiller Départemental délégué,
- M. Raoul L'HERMINIER, Conseiller Départemental délégué,
- Mme Sylvie GAUCHER, Conseillère Départementale,
- M. Marc-Antoine QUENETTE, Conseiller Départemental.

- **Représentants suppléants :**

- Mme Sylvie DUBOIS, Conseillère Départementale déléguée,
- M. Max CHAZE, Conseiller Départemental délégué,
- M. Jérôme DALVERNY, Conseiller Départemental délégué,
- Mme Sandrine CHAREYRE, Conseillère Départementale déléguée,
- Mme Camille JULLIEN, Conseillère Départementale,
- M. Pierre MAISONNAT, Conseiller Départemental.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil Départemental, Mme Bérengère BASTIDE, Vice-Présidente du Conseil Départemental, assure la présidence de ces commissions.

**ARTICLE 2 :** Sont désignés en qualité de représentants du personnel aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires territoriaux du Département de l'Ardèche :

## **CATEGORIE A :**

➤ **Groupe Hiérarchique A5 (groupe de base) :**

- **Représentants titulaires :**

- M. Philippe DAUTRY (CGT),
- Mme Marie-Claude CHARIGNON (CGT),
- M. Renaud TESTUD (CFDT).

- **Représentants suppléants :**

- Mme Vanessa BRUCHON (CGT),
- Mme Sonia BOUTELITENE (CGT),
- Mme Laure HAILLET DE LONGPRE (CFDT).

➤ **Groupe Hiérarchique A6 (groupe supérieur) :**

- **Représentants titulaires :**

- M. Fabrice DI RUSSO
- Mme Anne Clélia CAMPESE,

- **Représentants suppléants :**

- Mme Catherine BERNE,
- Mme Marie-Christel CHAUVET.

## **CATEGORIE B :**

➤ **Groupe Hiérarchique B3 (groupe de base) :**

- **Représentants titulaires :**

- M. Joël MARNAS (CGT),
- M. Éric PEYRONNET (FO).

- **Représentants suppléants :**

- Mme Concepcion MONZO (CGT),
- M. Jérôme HEMONIC (FO).

➤ **Groupe Hiérarchique B4 (groupe supérieur) :**

- **Représentants titulaires :**

- M. Grégory REYNIER (CFDT),
- Mme Lydie DUPUY-CHAZEL (CFDT),
- M. Frédéric LABALME (CGT).

- **Représentants suppléants :**

- M. Dadi BENNOURINE (CFDT),
- Mme Katia CHAVANT (CFDT),
- Mme Anne-Marie NOGARET (CGT).

**CATEGORIE C :**

➤ **Groupe Hiérarchique C1 (groupe de base) :**

- **Représentants titulaires :**

- M. Medhi MOHAMMEDI (CGT),
- M. Cédric BELOT (FO).

- **Représentants suppléants :**

- Mme Apolline SEIGLE (CGT),
- M. Alain CONDOR (FO).

➤ **Groupe Hiérarchique C2 (groupe supérieur) :**

- **Représentants titulaires :**

- M. Richard ANDRE (CGT),
- Mme Marie-Laure GAMEL (CGT),
- Mme Régine HILAIRE (FO),
- Mme Tia Florence TOURE (CFDT).

- **Représentants suppléants :**

- M. Christophe MATARAZZO (CGT),
- Mme Amandine LYOEN (CGT),
- M. Dominique AYMARD (FO),
- M. Jean-Pierre DA SILVA (CFDT).

**ARTICLE 3** : L'arrêté n° 2020-140 du 16 mars 2020 est abrogé.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de

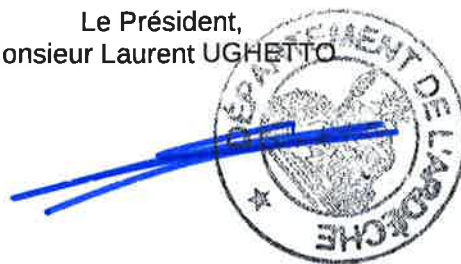
deux mois suivant sa publicité.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Privas le

**07 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



**07 MAI 2020**

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

**07 MAI 2020**

Identifiant de télétransmission : n° 177081





# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-170

**Accordant une garantie d'emprunt pour la Congrégation ' Présentation de Marie ',  
propriétaire des locaux de L'EHPAD ' Sainte -Marie ' à Bourg-Saint-Andéol**

**LE PRESIDENT,**

- Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et notamment son article 1 ;
- Vu** le Code Général des Collectivités – 3ème partie, notamment son article 3211-1 ;
- Vu** le Code Civil, notamment l'article 2298 ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** le schéma départemental 2014-2018 en faveur de l'autonomie ;
- Vu** le règlement d'attribution des aides à l'investissement adopté par l'Assemblée Départementale dans sa séance du 5 février 2018 ;
- Vu** la Commission Permanente du 13 Janvier 2020, attribuant une aide à l'investissement d'un montant de 516 000€ ;
- Vu** la demande présentée par La Congrégation « Présentation de Marie », propriétaire des locaux de L'EHPAD « Sainte -Marie » A Bourg-Saint-Andéol, tendant à obtenir la garantie à 50% d'un prêt d'un montant de 3 000 000 € qu'elle se propose de contracter auprès de la Banque Postale;
- Vu** l'offre de prêt de la Banque postale sollicitant une garantie d'emprunt du Département de l'Ardèche à hauteur de 50% maximum ;

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;

## **ARRETE**

**Article 1** : Le Département de l'Ardèche accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant de 3 000 000 € que La Congrégation « Présentation de Marie », propriétaire des locaux de L'EHPAD « Sainte -Marie » A Bourg-Saint-Andéol se propose de contracter auprès de la Banque postale.

**Article 2** : Les caractéristiques financières de ce prêt consenti par la Banque Postale sont les suivantes :

- Montant : 3 000 000 €
- Taux d'intérêt : 0.79 %
- Durée : 15 ans
- Périodicité des échéances : mensuelle
- Profil d'amortissement du capital : Constant

**Article 3** : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Congrégation « Présentation de Marie », propriétaire des locaux de L'EHPAD « Sainte -Marie » A Bourg-Saint-Andéol, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

En cas de difficultés, l'Etablissement s'engage à informer les services du Département dans les meilleurs délais afin de mettre en place des mesures de gestion correctives qui seront arrêtées conjointement.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque Postale, le Département s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à La Congrégation « Présentation de Marie », propriétaire des locaux de L'EHPAD « Sainte -Marie » A Bourg-Saint-Andéol pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4** : Le Département s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 5** : La convention de garantie d'emprunt, établie entre le Département de l'Ardèche et La Congrégation « Présentation de Marie », propriétaire des locaux de L'EHPAD « Sainte -Marie » A Bourg-Saint-Andéol est annexée à la présente décision

**Article 6** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 7** : Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **18 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



18 MAI 2020

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

19 MAI 2020

Identifiant de télétransmission :

n° 177206



# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-176

### Accordant une garantie d'emprunt pour "Les Auches" à ARDOIX

**LE PRESIDENT,**

- Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 1 ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L 312.3,
- Vu** Les articles 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales,
- Vu** Les articles 2298 et 2316 du Code civil,
- Vu** La délibération 7.4.1 Conseil départemental du 5 décembre 2016 adoptant le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunts du Département pour la réalisation de logements sociaux,
- Vu** La demande formulée par **HABITAT DAUPHINOIS** reçue le 17 février 2020 et le modèle de la délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,
- Vu** le contrat de prêt N° **106691** en annexe 2 signé entre **HABITAT DAUPHINOIS** ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;



## ARRETE

**Article 1 :** Le Département de l'Ardèche accorde sa garantie à hauteur **de 70 %** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de **1 771 243.00 €** souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Le **Contrat de prêt n° 106691** est constitué de 4 lignes de Prêt dont l'objet est la construction de 17 logements locatifs « les Auches » à **ARDOIX**.

**Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante du présent arrêté.**

**Article 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 3 :** Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :** Le Département s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

**1 8 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



**1 8 MAI 2020**

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identifiant de télétransmission :

**1 9 MAI 2020**

*n° 177206*

# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-177

**Accordant une garantie d'emprunt pour "Les jardins de Lerps" à ST ROMAIN DE LERPS.**

**LE PRESIDENT,**

- Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 1 ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L 312.3,
- Vu** Les articles 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales,
- Vu** Les articles 2298 et 2316 du Code civil,
- Vu** La délibération 7.4.1 Conseil départemental du 5 décembre 2016 adoptant le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunts du Département pour la réalisation de logements sociaux,
- Vu** La demande formulée par **HABITAT DAUPHINOIS** reçue le 17 février 2020 et le modèle de la délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,
- Vu** le contrat de prêt N° **106738** en annexe 1 signé entre **HABITAT DAUPHINOIS** ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;

## ARRETE

**Article 1 :** Le Département de l'Ardèche accorde sa garantie à hauteur de **70 %** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de **772 687 €** souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Le contrat de prêt n°106738** est constitué de 4 lignes de Prêt dont l'objet est la construction de 6 logements locatifs «Les jardins de Lerps » à **ST ROMAIN DE LERPS**.

**Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante du présent arrêté.**

**Article 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 3 :** Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :** Le Département s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **18 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le  
Affiché en l'Hôtel du département le  
Identifiant de télétransmission :

**18 MAI 2020**

**19 MAI 2020**

no 177213

# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-178

### **Accordant une garantie d'emprunt pour "l'OGEC Ensemble scolaire Saint François d'Assise"**

**LE PRESIDENT,**

- Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et notamment son article 1 ;
- Vu** le Code de l'Éducation, notamment ses articles L151-2 et L442-17,
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L3231-4 à L3231-5,
- Vu** la délibération de l'Assemblée départementale du 13 décembre 2004 relative au règlement sur les garanties d'emprunt accordées aux collèges privés,
- Vu** la demande de garantie d'emprunt formulée en date du 9 octobre 2019 par l'organisme de gestion de l'ensemble scolaire sous contrat St François d'Assise à Aubenas,

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;

## ARRETE

**Article 1** Accorde une garantie de 50 % sur un prêt de 837 500 € contracté auprès de la Caisse d'Epargne à l'OGEC Ensemble scolaire Saint François d'Assise.

**Article 2** La convention à intervenir avec l'OGEC Ensemble scolaire Saint François d'Assise, organisme de gestion du collège privé sous contrat d'Aubenas, relative au cautionnement du prêt contracté auprès de la Caisse d'Épargne afin de financer le projet de construction d'une salle de sport, ci annexée fait partie intégrante du présent arrêté.

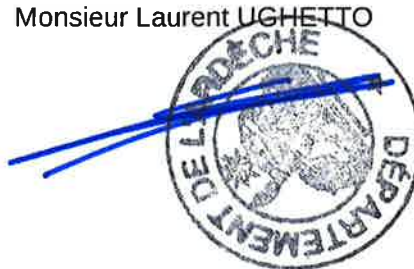
**Article 3** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

**18 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



**18 MAI 2020**

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

**19 MAI 2020**

Identifiant de télétransmission :

*no 177210*

# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-180

### Accordant une garantie d'emprunt pour "Les Terrasses de l'Auzon" à JOYEUSE

#### LE PRESIDENT,

- Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et notamment son article 1 ;
- Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L 312.3,
- Vu** les articles 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales,
- Vu** les articles 2298 et 2316 du Code civil,
- Vu** la délibération 7.4.1 Conseil départemental du 5 décembre 2016 adoptant le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunts du Département pour la réalisation de logements sociaux,
- Vu** la demande formulée par **ADIS SA HLM** reçue le 28 février 2020 et le modèle de la délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,
- Vu** le contrat de prêt N° 106469 en annexe signé entre ADIS SA HLM ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;



## ARRETE

**Article 1** - Le Département de l'Ardèche accorde sa garantie à hauteur **de 70 %** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de **1 515 935.00 €** souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le **Contrat de prêt n°106469** est constitué de 4 lignes de Prêt dont l'objet est la construction de 12 logements « Les Terrasses de l'Auzon » à JOYEUSE.

**Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante du présent arrêté.**

**Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :** La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 3 :** Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :** Le Département s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

**18 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le

**18 MAI 2020**

Affiché en l'Hôtel du département le

**19 MAI 2020**

Identifiant de télétransmission : **n° 17213**

# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-181

### Accordant une garantie d'emprunt pour "Les Acacias" à CORNAS

#### LE PRESIDENT,

- Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et notamment son article 1 ;
- Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L 312.3,
- Vu** les articles 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales,
- Vu** les articles 2298 et 2316 du Code civil,
- Vu** la délibération 7.4.1 Conseil départemental du 5 décembre 2016 adoptant le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunts du Département pour la réalisation de logements sociaux,
- Vu** la demande formulée par **ADIS SA HLM** reçue le 28 février 2020 et le modèle de la délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,
- Vu** le contrat de prêt N° 106469 en annexe signé entre ADIS SA HLM ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;

## ARRETE

**Article 1 :** Le Département de l'Ardèche accorde sa garantie à hauteur **de 70 %** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de **789 346.00 €** souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le **Contrat de prêt n°106997** est constitué de 4 lignes de Prêt dont l'objet est la construction de 8 logements locatifs « Les Acacias » à **CORNAS**.

**Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante du présent arrêté.**

**Article 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 3 :** Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :** Le Département s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **18 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identifiant de télétransmission :

**18 MAI 2020**

**19 MAI 2020**

**n° 177217**



# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-182

### Accordant une garantie d'emprunt pour "Les Peyrouses" à CORNAS

#### LE PRESIDENT,

**Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

**Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et notamment son article 1 ;

**Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L 312.3,

**Vu** les articles 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles 2298 et 2316 du Code civil,

**Vu** la délibération 7.4.1 Conseil départemental du 5 décembre 2016 adoptant le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunts du Département pour la réalisation de logements sociaux,

**Vu** la demande formulée par **HABITAT DAUPHINOIS** reçue le 3 mars 2020 et le modèle de la délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19,

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;

## ARRETE

**Article 1 :** Le Département de l'Ardèche accorde sa garantie à hauteur **de 70 %** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de **342 166.00 €** souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le **Contrat de prêt n°106998** est constitué de 4 lignes de Prêt dont l'objet est la construction de 3 logements locatifs « Les Peyrouses » à **CORNAS**.

**Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante du présent arrêté.**

**Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :** La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 3 :** Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :** Le Département s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **18 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



**18 MAI 2020**

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identifiant de télétransmission :

**19 MAI 2020**

**n° 177222**

# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-183

### Accordant une garantie d'emprunt pour "Les Jolis Lauriers" à GUILHERAND GRANGES

#### LE PRESIDENT,

- Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et notamment son article 1 ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L 312.3,
- Vu** Les articles 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales,
- Vu** Les articles 2298 et 2316 du Code civil,
- Vu** La délibération 7.4.1 Conseil départemental du 5 décembre 2016 adoptant le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunts du Département pour la réalisation de logements sociaux,
- Vu** La demande formulée par **HABITAT DAUPHINOIS** reçue le 3 mars 2020 et le modèle de la délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;

## ARRETE

**Article 1 :** Le Département de l'Ardèche accorde sa garantie à hauteur **de 70 %** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de **1 154 399.00 €** souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le **Contrat de prêt n°106999** est constitué de 4 lignes de Prêt dont l'objet est la construction de 9 logements locatifs « Les Jolis Lauriers » à **GUILHERAND GRANGES**.

**Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante du présent arrêté.**

**Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :** La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 3 :** Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :** Le Département s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **1 8 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le **1 8 MAI 2020**  
Affiché en l'Hôtel du département le **1 9 MAI 2020**  
Identifiant de télétransmission : **no 177226**

# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-184

### Accordant une garantie d'emprunt pour "L'Ecole" à LIMONY

**LE PRESIDENT,**

- Vu** La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et notamment son article 1 ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L 312.3,
- Vu** Les articles 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales,
- Vu** Les articles 2298 et 2316 du Code civil,
- Vu** La délibération 7.4.1 Conseil départemental du 5 décembre 2016 adoptant le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunts du Département pour la réalisation de logements sociaux,
- Vu** La demande formulée par **HABITAT DAUPHINOIS** reçue le 3 mars 2020 et le modèle de la délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;



## ARRETE

**Article 1 :** Le Département de l'Ardèche accorde sa garantie à hauteur de **70 %** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de **1 871 491.00 €** souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le **Contrat de prêt n°107000** est constitué de 4 lignes de Prêt dont l'objet est la construction de 19 logements locatifs « L'Ecole » à **LIMONY**.

**Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante du présent arrêté.**

**Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :** La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 3 :** Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :** Le Département s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 6:** Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **18 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



**18 MAI 2020**

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

**19 MAI 2020**

Identifiant de télétransmission : **n°177231**

# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-185

**Accordant une garantie d'emprunt pour "Camous Salomon" à MARCOLS-LES-EAUX**

**LE PRESIDENT,**

- Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et notamment son article 1;
- Vu** les articles L. 3231-4 et L. 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu** l'article 2298 du code civil

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;

## **ARRETE**

**Article 1 :** Le Département réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'EHPAD « Camous Salomon », auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Cette garantie est accordée selon les conditions définies à l'article 2 et référencée(s) à l'Annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées".

**Article 2 :** La garantie est accordée pour chaque Ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du(des) prêt(s) réaménagé(s).

**Article 3 :** Les nouvelles caractéristiques financières de la(des) Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées" qui fait partie intégrante du présent arrêté.

**Article 4 :** Concernant la(les) Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) à taux révisables indexée(s) sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à ladite(auxdites) Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

**Article 5 :** Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 28/02/2020 est de 0,50 % ;

**Article 6 :** La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de chaque Ligne du Prêt Réaménagée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 7 :** Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Département s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 8 :** Le Département s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

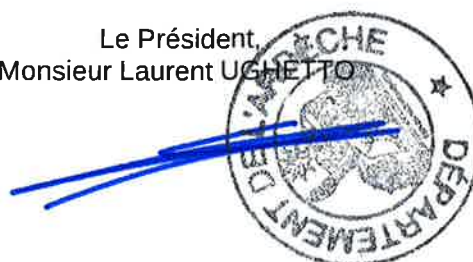
**Article 9 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 10 :** Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

**18 MAI 2020**

Le Président  
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le **18 MAI 2020**  
Affiché en l'Hôtel du département le **19 MAI 2020**  
Identifiant de télétransmission : **n° 177236**



# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## **ARRÊTÉ n°2020-186**

**Portant délégations de signature relatives à la Direction Générale Adjointe Solidarités**

**LE PRESIDENT,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 3221-3 ;

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**VU** l'élection de M. Laurent UGHETTO en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 10 juillet 2017 ;

**VU** l'arrêté portant organisation des services départementaux ;

**VU** l'arrêté portant délégations de signature relatives à la commande publique ;

**VU** l'arrêté n° 2020-167 du 29 avril 2020 portant délégations de signature relatives à la Direction Générale Adjointe Solidarités ;

**CONSIDERANT** que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

## **ARRETE**

**Article 1er :** Sont exclusivement réservés à ma signature, les actes suivants :

1) Les actes portant autorisation, extension, refus d'autorisation ou d'extension, fermeture des établissements, des lieux de vie et d'accueil relevant de ma compétence exclusive ou conjointe pris en application des articles L. 312-1 et suivants du CASF ;

2) Les arrêtés de tarification des établissements pris en application des articles L. 314-1 et suivants du (CASF), ressortissant à la compétence exclusive ou conjointe du département pour lesquels le prix de journée demandé par l'établissement est supérieur d'au moins 10 % au prix de journée de l'année précédente.

**Article 2 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Géraldine MALATIER**, Directrice Générale Adjointe SOLIDARITES, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes suivants :

1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de la Direction Générale Adjointe ;

2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction Générale Adjointe :

a) Les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des recettes et dépenses ;

b) Les décisions de versement ou certificats de paiements pour liquidation des dépenses et des subventions, ainsi que des recettes.

3) Les arrêtés, décisions, conventions et avenants pris en application des décisions exécutoires de l'Assemblée Départementale, de la Commission Permanente ou du Président du Conseil Départemental, à l'exclusion de ceux qui ont une portée large valorisant la politique départementale, notamment dans le cadre de :

a) l'octroi de garanties d'emprunts au profit des organismes intervenant dans le domaine du logement social et des collèges privés,

b) la tarification des établissements à l'exclusion des actes visés à l'article 1er du présent arrêté,

c) l'attribution, retrait ou refus de bourses entretenues sur les fonds départementaux, telles que visées par l'article L. 3211-2, 13° du CGCT;

d) de la gestion budgétaire des collèges, dont notamment le visa des actes budgétaires.

4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements, notes de service portant organisation de l'activité des services et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous son autorité ;

5) Les retraits d'agrément des accueillants familiaux prononcés selon la procédure d'urgence mentionnée à la dernière phrase de L. 441-2 du CASF ;

6) Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément d'adoption pris en application de l'article L. 225-2 du CASF ;

7) L'ensemble des actes et décisions se rapportant aux :

a) Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)

b) Mesures d'Accompagnement en Economie Sociale et Familiale (MAESF),

c) Mesures judiciaires d'Aide à la Gestion du Budget Familial (MJAGBF) ;

dont les actes en lien avec les autorités judiciaires.

8) Les actes purement conservatoires, interruptifs de délais ou de déchéance, mentionnés à l'article L. 3221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'exclusion de ceux permettant d'interdire à une décision juridictionnelle d'acquiescer un caractère définitif ;

9) Les dépôts de plainte ;

10) dans le cadre du pilotage du dispositif interne de gestion du Fond social européen (FSE) : les demandes de subvention en direction de l'Etat, les publications d'appels à projets, les rapports d'instruction des demandes locales de subvention, les rapports de contrôle de service fait, les rapports de contrôle issus des visites sur place, et tous actes administratifs et comptables liés au suivi et à l'évaluation de l'usage du FSE dans la mise en œuvre des politiques départementales

d'insertion socioprofessionnelle ;

11) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public ;

12) Les pièces administratives et comptables relatives au projet AJIR conventionné avec l'ANRU.

13) Les décisions relatives à l'agrément nécessaire à la profession d'assistant maternel ou d'assistant familial, prises après avis de la commission consultative paritaire départementale, en application des dispositions de l'article L. 421-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

14) Tous les actes énumérés par le présent arrêté.

## **TITRE 1: Service APPUI PILOTAGE**

**Article 3 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Gaëtane VAN BELLEGEM**, Chef du Service Appui Pilotage, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes suivants :

1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de la Direction Générale Adjointe :

2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction Générale Adjointe :

a) Les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des recettes et dépenses ;

b) Les décisions de versement ou certificats de paiements pour liquidation des dépenses et des subventions, ainsi que des recettes ;

3) dans le cadre du pilotage du dispositif interne de gestion du Fond social européen (FSE) : les demandes de subvention en direction de l'Etat, les publications d'appels à projets, les rapports d'instruction des demandes locales de subvention, les conventions attributives de subventions, les rapports de contrôle de service fait, les rapports de contrôle issus des visites sur place, et tous actes administratifs et comptables liés au suivi et à l'évaluation de l'usage du FSE dans la mise en œuvre des politiques départementales d'insertion socioprofessionnelle ;

4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion des agents du Service Appui Pilotage ;

**Article 4 :** Délégation directe et permanente est donnée à **M. Nicolas SAHIN**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence, les actes visés au 3 de l'article 3.

**Article 5 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Sandrine BACCONNIER**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence, les actes visés aux 1, 2 et 3 de l'article 3.

## **TITRE 2 : Direction ENFANCE, SANTE, FAMILLE**

**Article 6 :** Délégation directe et permanente est donnée à **M. Marc VOLLE**, Directeur ENFANCE, SANTE, FAMILLE, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences, les actes suivants :

1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant de la Direction ;

2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;

3) Tous actes techniques relevant spécifiquement de la Direction, dont notamment :

a) Les signalements d'enfant(s) en danger ;

b) les rapports de situation transmis aux autorités judiciaires ;

c) Les Procès-Verbaux de remise d'un enfant portant statut de pupille de l'Etat ;



- d) Les décisions d'aides financières en matière de Fonds d'Aide aux Jeunes de 18 à 25 ans ;
- e) Les décisions relatives à la prise en charge d'un enfant à l'Aide Sociale à l'Enfance, et en particulier :
  - Arrêtés d'admission ;
  - Contrats d'accueil provisoire ;
  - Tout acte d'action éducative (Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO), Action Educative à Domicile (AED),
  - Contrat " jeune majeur ", évaluations et enquêtes sociales ;
  - Tout acte financier lié à la prise en charge d'un enfant (transports, frais de loisirs...)
- f) Décisions d'allocation d'aide à l'enfance ;
- g) Contrat de travail avec les assistants familiaux ;
- h) Contrat d'accueil avec les assistants familiaux ;
- i) Actes liés à l'exercice de l'autorité parentale délégués à l'Aide Sociale à l'Enfance du Département ou correspondant à des actes relatifs à la gestion de la vie quotidienne des enfants confiés au service ;
- j) Les décisions relatives aux actes liés à l'exercice de la mission d'administration Ad Hoc en faveur des mineurs victimes ;
- k) Les agréments des candidats à l'adoption ;
- l) Les décisions d'octroi d'aides financières dans le cadre de l'activité du service ;
- m) Les actes et correspondances conduisant à la préparation des arrêtés fixant la tarification des établissements recueillant habituellement des mineurs, à l'exclusion des arrêtés eux-mêmes ;
- n) Les actes liés à la fonction de correspondant du Conseil National d'Accès aux Origines Personnelles (CNAOP) et à celle de correspondant de l'Agence Française de l'Adoption (AFA) ;
- o) Les actes et les décisions se rapportant aux MAESF dont notamment l'attribution, le renouvellement, l'interruption ;
- p) Les actes liés aux Mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion des MJAGBF, dont notamment les décisions relatives aux contrats d'accompagnement social et les actes en lien avec les autorités judiciaires ;
- q) Agréments, avertissements et refus d'agréments des assistants maternels et familiaux ;
- r) Suspensions conservatoires d'agréments d'assistants maternels et familiaux ;
- s) Les réponses aux recours gracieux relatifs au refus d'agréments d'assistants maternels et familiaux ;
- t) Prises en charge des formations d'assistants maternels et familiaux (pour ceux employés par le Département) ;
- u) Autorisations et avis relatifs aux modes de garde collectifs, requis en vertu des articles L. 2324-1 et L. 2324-3 du code de la santé publique ;
- v) Les actes relatifs à la Protection Maternelle Infantile
- w) les actes liés à l'animation et à la mise en œuvre du dispositif Centre de Lutte contre la Tuberculose (CLAT).
- 4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.
- 5) Les actes purement conservatoires, interruptifs de délais ou de déchéance, mentionnés à l'article L. 3221-10 du CGCT à l'exclusion des actes permettant d'interdire à une décision juridictionnelle d'acquiescer un caractère définitif.
- 6) les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint SOLIDARITES ;
- 7) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public ;
- 8) Les requêtes auprès du juge aux affaires familiales et tous actes y afférents ;
- 9) Tous les actes afférents à la gestion de la CRIP ;
- 10) Tous les actes afférents au fonctionnement du dispositif MNA (Mineurs non accompagnés) ;

- 11) L'utilisation du logiciel ZED® dans le cadre du dispositif d'Appui à l'Evaluation de la Minorité, et la réception des données à caractère personnel et informations mentionnées à l'article R.221-15-2 du code de l'action sociale et des familles, dans la limite du besoin d'en connaître, à l'exclusion de l'image numérisée des empreintes digitales ;
- 12) Tous les actes afférents aux contrôles et audits des ESMS et des lieux de vie et d'accueil ;
- 13) Les congés annuels, ordres de mission, frais de déplacements et les autres actes concernant la gestion des assistants familiaux.

**Article 7 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI**, Chef du Service Ressources Enfance et Famille et **M. Bruce LARRIEU**, Chef du Service Protection de l'Enfance, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leurs domaines de compétence, les actes visés aux 1 à 4 et 8 à 12 de l'article 6 , et, en cas d'absences ou d'empêchements conjoints de M. Marc VOLLE et Mme Nathalie HALLARD, les actes visés au 13 de l'article 6.

**Article 8 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Nathalie HALLARD**, Chef du Service de Placement Familial, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence, les actes visés aux 1 à 4 et 8 à 13 de l'article 6.

**Article 9 :** En cas d'absences ou d'empêchements conjoints de MM. Marc VOLLE, Bruce LARRIEU, Mmes Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI, Nathalie HALLARD, délégation est donnée à **Mme Caroline FAYETTE**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence, les actes visés au 1 de l'article 6.

**Article 10 :** Délégation directe et permanente est donnée à Mme le **Docteur Nathalie FREYNET**, Médecin départemental en charge de la coordination des missions de la PMI et des centres de planification familiale, de la Santé Publique, du parcours de soins des enfants confiés à l'ASE, et médecin référent du CLAT, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence, les actes visés aux 1, 3 c et m à s de l'article 6.

**Article 11 :** Délégation directe et permanente est donnée aux **Docteurs Patrick HUGUIES et Françoise DARGENT**, Médecins, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leurs domaines de compétence, les actes visés au 3 s de l'article 6.

**Article 12 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Charlaïne DURAND**, cadre de santé en charge de l'animation et de la mise en œuvre du CLAT, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence, les actes visés aux 3 s de l'article 6.

**Article 13 :** Délégation directe et permanente est donnée aux **Docteurs Béatrice QUENARD et Véronique COMMARMOT**, Médecins, et à **Mmes Tatiana MOURI et Nathalie MATHEVET**, cadre de santé, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 3 m, r et s de l'article 6.

**Article 14 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Isabelle HACHE**, infirmière coordinatrice et chargée du contrôle des ESMS, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1, 3 m à r et 12 de l'article 6.

**Article 15 :** En cas d'absences ou d'empêchements conjoints de MM. Marc VOLLE, Bruce LARRIEU et Mmes Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI, Nathalie HALLARD, délégation est donnée à **Mme Séverine MAS**, animatrice de la CRIP, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, tous les actes afférents à la gestion de la CRIP (notamment les transmissions

de signalements à l'autorité judiciaire) les actes visés aux 3 a, b et f de l'article 6 et ceux afférents à la gestion de la consultation des dossiers des anciens bénéficiaires (anciens mineurs confiés au titre de l'Aide Sociale à l'Enfant et anciens mineurs pupilles de l'Etat).

**Article 16 :** En cas d'absences ou d'empêchements conjoints de MM. Marc VOLLE, Bruce LARRIEU et Mmes Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI et Nathalie HALLARD, délégation est donnée à **Mme Géraldine PIZZO** à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 3 f, g et j de l'article 6.

**Article 17 :** En cas d'absences ou d'empêchements conjoints de MM. Marc VOLLE, Bruce LARRIEU, Mmes Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI, Nathalie HALLARD et Séverine MAS, délégation est donnée à **Mme Maria MARASCO** à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1 et 9 de l'article 6.

**Article 18 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Marie-Françoise COSTE**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés au 11) de l'article 7, ainsi qu'en cas d'absences ou d'empêchements conjoints de MM. Marc VOLLE, Bruce LARRIEU et Mmes Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI, Nathalie HALLARD, les correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement du dispositif MNA les actes visés aux 3 b et 10 de l'article 6.

**Article 19 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Christine ANJOLRAS**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés au 10 et 11 de l'article 6.

**Article 20 :** Délégation directe et permanente est donnée à **M. Jean-Christophe FISCHER**, Chef du Service Judiciaire d'Action Educative (SJAE), à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences les actes suivants :

- 1) Les correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Tous les actes techniques relevant spécifiquement du service dont notamment les rapports de situation et d'actualisation aux magistrats ;
- 3) Les décisions relatives aux aides financières d'aide à l'enfance au bénéfice des familles suivies par le Service Judiciaire d'action éducative ;
- 4) Les décisions d'admission dans le cadre d'un accueil à titre provisoire, d'une aide éducative à domicile (AED) au bénéfice des enfants suivis par le SJAE dans le cadre d'une mesure judiciaire d'AEMO ;
- 5) Les actes visés au 3 f de l'article 6 concernant les décisions relatives aux actes liés à l'exercice de la mission d'administration Ad Hoc en faveur des mineurs victimes ;
- 6) les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 7) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire, et notamment les remboursements des frais engagés pour le compte des enfants qu'ils accompagnent dans le cadre de leurs missions.

**Article 21 :** Délégation directe et permanente est donnée à **M. Sylvain DEDIDIER**, Directeur du Foyer de l'Enfance, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses nécessaires au fonctionnement du Foyer ;
- 2) Tous les actes techniques relevant de l'établissement dont notamment :
  - a) Les signalements d'enfants en danger et les rapports de situation transmis aux autorités administratives et judiciaires ainsi que les actes listés aux 3) a, b, c, e et 10) de l'article 6 ;
  - b) Les documents administratifs concernant le suivi et la prise en charge des pensionnaires, sans

préjudice des actes relevant exclusivement des représentants légaux.

- 3) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements, rapports de stages des personnels, propositions de notation, d'avancement et de changement de grade et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 4) Les engagements de dépenses liés au budget de l'établissement et toutes les pièces financières relatives aux recettes ;
- 5) Les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement de Directeur général adjoint Solidarités ;
- 6) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

**Article 22 :** Délégation directe et permanente est donnée à **MM. Éric SEVILLA et Michel LANG** et à **Mme Cynthia MICHEL**, chefs de service du Foyer de l'Enfance, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1,2, 4 et 5 de l'article 21, ainsi qu'en cas d'absence ou d'empêchement conjoints de Mme Géraldine MALATIER et de M. DEDIDIER, les dépôts de plainte relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental.

### **TITRE 3 : Direction de l'AUTONOMIE, DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES HANDICAPEES**

**Article 23 :** Délégation directe et permanente est donnée à **M. Marc-François DUCROUX**, Directeur de l'AUTONOMIE, DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES HANDICAPEES à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences, les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant de la Direction ;
- 2) Arrêtés d'admission en Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) ;
- 3) Arrêtés d'agrément ou de refus d'agrément au titre de l'accueil familial, pris en application du CASF, ainsi que les mises en demeure afférentes ;
- 4) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 5) Tous actes techniques spécifiques dans les domaines de compétence de la Direction et notamment les décisions d'admission ou de refus relatives à l'Aide Sociale à l'Hébergement des personnes âgées et des personnes handicapées, accueillies en établissement ou au domicile d'une personne agréée ;
- 6) Actes et correspondances conduisant à la préparation des arrêtés fixant la tarification des établissements recueillant habituellement des personnes âgées ou des personnes handicapées, à l'exclusion des arrêtés eux-mêmes ;
- 7) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 8) Décisions attributives, d'abrogation ou de suspension en matière d'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP), et de Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ;
- 9) Les mémoires introductifs d'instance, les observations et mémoires adressés aux juridictions civiles dans le cadre des successions ;
- 10) Les décisions de récupération sur les successions ;
- 11) Les actes purement conservatoires, interruptifs de délais ou de déchéance, mentionnés à l'article L. 3221-10 du CGCT à l'exclusion des actes permettant d'interdire à une décision juridictionnelle d'acquiescer un caractère définitif.
- 12) Les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 13) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

**Article 24 :** Délégation directe et permanente est donnée à **MM. les Docteurs Jean-Charles FAYOLLE, Joël DUTERTRE, Philip CHALAMET** à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences, les actes suivants :

- 1) Les validations des évaluations des GIR – Moyen- Pondéré ;
- 2) Les rapports de visite de conformité ;
- 3) Les courriers relatifs à la commission des plaintes et réclamation.

**Article 25 :** Délégation directe et permanente est donnée **Mme Isabelle GOURDON**, Directrice Adjointe, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences, les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant de la Direction ;
- 2) Arrêtés d'admission en Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) ;
- 3) Arrêtés d'agrément ou de refus d'agrément au titre de l'accueil familial, pris en application du CASF, ainsi que les mises en demeure afférentes ;
- 4) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 5) Tous actes techniques spécifiques dans les domaines de compétence de la Direction et notamment les décisions d'admission ou de refus relatives à l'Aide Sociale à l'Hébergement des personnes âgées et des personnes handicapées, accueillies en établissement ou au domicile d'une personne agréée ;
- 6) Actes et correspondances conduisant à la préparation des arrêtés fixant la tarification des établissements recueillant habituellement des personnes âgées ou des personnes handicapées, à l'exclusion des arrêtés eux-mêmes ;
- 7) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 8) Décisions attributives, d'abrogation ou de suspension en matière d'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP), et de Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ;
- 9) Les actes purement conservatoires, interruptifs de délais ou de déchéance, mentionnés à l'article L. 3221-10 du CGCT à l'exclusion des actes permettant d'interdire à une décision juridictionnelle d'acquiescer un caractère définitif.
- 10) Les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités.

**Article 26 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Béatrice ARGENCE**, Chef du Service Administration Gestion, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le Service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes, et notamment les pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes liées à l'APA en établissement et à domicile, à l'ACTP, à l'Aide-Ménagère, à l'Aide Sociale à l'Hébergement, à la PCH et au transport des élèves handicapés ;
- 3) Tous actes techniques spécifiques relevant du service, dont notamment :
  - a) Tous actes relevant de la publicité foncière, y compris les mainlevées d'hypothèques totales ou partielles ;
  - b) L'ensemble des décisions administratives et des décisions de versement relatives à l'APA et à la PCH ;
  - c) Toutes les décisions d'admission ou de refus relatives à l'Aide Sociale à l'Hébergement des personnes âgées et des personnes handicapées, accueillies en établissement ou au domicile d'une personne agréée.
- 4) Les observations et mémoires adressés aux Juges aux Affaires Familiales dans le cadre

- de la participation des débiteurs d'aliments aux frais d'hébergement en établissement ;
- 5) Les mémoires introductifs d'instance, les observations et mémoires adressés aux juridictions civiles dans le cadre des successions ;
  - 6) Les décisions de récupération sur les successions ;
  - 7) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

**Article 27 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Béatrice ARGENCE, Chef du Service Administration Gestion, délégation est donnée à **Mme Cécile CHAPURLAT** et **M. Patrick GARCIA**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1, 2, 3, 4 et 5 de l'article 26.

**Article 28 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Valérie LASSALLE CHAILAN**, Chef du Service Accès aux Droits, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence les actes suivants :

- 1) Tous actes et correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes, notamment les décisions de versement afférentes aux subventions d'équipement ou de fonctionnement ainsi qu'à la tarification et au suivi des établissements et services pour personnes handicapées et relatives à l'aide sociale dans le cadre de l'accueil familial des personnes âgées ou handicapées ;
- 3) Tous actes techniques spécifiques relevant du service ;
- 4) les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 5) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

**Article 29 :** Délégation directe et permanente est donnée à **en cours de recrutement**, Adjoint au Chef du Service, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence les actes suivants :

- 1) Tous actes et correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes, notamment les décisions de versement afférentes aux subventions d'équipement ou de fonctionnement ainsi qu'à la tarification et au suivi des établissements et services pour personnes handicapées et relatives à l'aide sociale dans le cadre de l'accueil familial des personnes âgées ou handicapées ;
- 3) Tous actes techniques spécifiques relevant du service ;
- 4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

**Article 30 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Magaly COCLET**, Chef du Service Pilotage des Etablissements et des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence les actes suivants :

- 1) Tous actes et correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service, notamment en matière de tarification des établissements ou services pour personnes âgées et pour personnes handicapées, à l'exclusion des arrêtés eux-mêmes ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes, notamment les décisions de versement afférentes aux subventions d'équipement ou de fonctionnement ainsi qu'à la tarification et au suivi des établissements et services pour personnes handicapées et relatives à l'aide sociale dans le cadre de l'accueil familial des personnes âgées ou handicapées ;

- 3) Tous actes techniques spécifiques relevant du service ;
- 4) les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 5) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

**Article 31 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme COCLET, délégation est donnée à **Mmes Marie-Laure GRILLET, Delphine DORSO, Loubna BOUNGUAB, Juliette LEMAIRE et MM Jean-Michel BADEL et Alain DUBUIS-PELLIZZARI**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1 à 3 de l'article 30.

**Article 32 :** Délégation directe et permanente est donnée à **M. Thomas JOURDAN BOURBON**, Chef du Service Projets Partenariats Proximité, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence,

- 1) les correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Tous actes techniques spécifiques relevant du service
- 3) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes, notamment les décisions de versement afférentes aux subventions d'équipement ou de fonctionnement relatives à l'aide sociale dans le cadre de l'accueil familial des personnes âgées ou handicapées ;
- 3) les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

**Article 33 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thomas JOURDAN BOURBON, Chef du Service Projets Partenariats Proximité, délégation est donnée à **Mme Laurence LIANZON et à M. Marcel ROSSO**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, tous actes et correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service concernant l'accueil familial.

## **TITRE 4 : Direction de l'ACTION SOCIALE DE PROXIMITE et de l'INSERTION**

**Article 34 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Alice JARDIN**, Directrice de l'ACTION SOCIALE DE PROXIMITE et de l'INSERTION, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence, les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant de la Direction ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 3) Tous actes techniques relevant spécifiquement de la Direction ;
- 4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 5) Les décisions relatives à la gestion individuelle du Revenu de Solidarité Active (RSA) qui ne sont pas déléguées aux organismes payeurs ;
- 6) Les décisions relatives à l'attribution des aides individuelles prises dans le cadre des aides au logement, relevant de ma compétence ;
- 7) Les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 8) Les conventions afférentes aux aides au logement "très social privé" ou Programmes

Sociaux Thématiques ;

9) Tous actes relatifs à l'octroi d'aides et de garanties d'emprunts au profit des organismes intervenant dans le domaine du logement social ;

10) Les demandes de subventions bilatérales au titre du FSE, ainsi que tout acte se rapportant à ces demandes ou sollicité par les instances habilitées au suivi, à l'évaluation et aux contrôles des subventions concernées.

11) Les actes et les décisions se rapportant aux MASP et aux MAESF, dont :

a) L'attribution, le renouvellement et l'interruption d'une MASP et/ou MAESF ;

b) Tous les actes en lien avec les autorités judiciaires;

c) Les décisions relatives aux contrats d'accompagnement social ;

12) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

**Article 35 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Brigitte PION**, Chef du Service Action Sociale et Logement, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence, les actes visés aux 1 à 4 et 6 à 7 de l'article 34.

**Article 36 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Aline BOURGEAT**, Chef du Service Insertion, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1 à 5, 7 et 10 de l'article 34, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence.

**Article 37 :** Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Carol PEYRONNET** à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1, 2, 5 et 7 de l'article 34 en tant qu'ils se rapportent à la gestion courante du RSA

## **TITRE 5 : Directions TERRITORIALES D'ACTION SOCIALE**

**Article 38 :** Délégation directe et permanente est donnée, dans la limite du ressort territorial de chacune des Directions Territoriales d'action sociale :

- Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-OUEST, à **Mme Ginette GOURDON**, Directrice territoriale d'action sociale SUD-OUEST,

- Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale CENTRE, à **Mme Clarisse VIALLE**, Directrice territoriale d'action sociale CENTRE

- Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale NORD, à **Mme Catherine RAZE**, Directrice territoriale d'action sociale NORD,

- Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-EST, à **Mme Anne-Claire CAMPESE**, Directrice territoriale d'action sociale SUD-EST,

à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences, dans la limite de leur compétence territoriale respective, les actes suivants :

1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du Territoire d'action sociale ainsi qu'à la gestion de la ACTP, de l'Aide-Ménagère, la PCH et de l'APA à domicile ;

2) Sur les lignes budgétaires gérées par le service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes (y compris la gestion du fonds de l'aide à l'insertion) ;

3) Tous actes et conventions spécifiques au Territoire d'action sociale notamment dans les domaines de l'insertion, des personnes âgées, des personnes handicapées, des moyens du service et de la prévention sociale et médico-sociale de l'enfance, de la Protection Maternelle Infantile et qui comprend les actes suivants à l'exclusion de tout acte d'action éducative et les décisions à caractère médical :

- les rapports de situation transmis aux autorités judiciaires,

- les décisions relatives à la prise en charge d'un enfant dans le cadre de l'Aide Sociale à



l'Enfance et en particulier :

- Arrêtés d'admission ;
- Contrats d'accueil provisoire et AED ;
- Contrat " jeune majeur ", évaluations et enquêtes sociales ;
- Tout acte financier lié à la prise en charge d'un enfant (transports, frais de loisirs...)
- ;
- Décisions d'allocation d'aide à l'enfance ;
- Contrat d'accueil avec les assistants familiaux ;
- Actes liés à l'exercice de l'autorité parentale délégués à l'Aide Sociale à l'Enfance du Département ou correspondant à des actes relatifs à la gestion de la vie quotidienne des enfants confiés au service ;

- 4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements du personnel placé sous l'autorité du délégataire, et les autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire sauf les assistants familiaux ;
- 5) Les adaptations du plan d'aide des bénéficiaires de l'APA à domicile, rendues nécessaires par une augmentation du tarif des heures ménagères, sans que ces adaptations puissent conduire à une réduction du nombre d'heures d'aides ménagères effectuées ou à une réduction des autres prestations prévues au plan d'aide ;
- 6) Les pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes liées à l'ACTP, à l'Aide-Ménagère et à la PCH ;
- 7) Les actes administratifs spécifiques à l'APA à domicile, à l'ACTP, à l'Aide-Ménagère et à la PCH, dont notamment :
  - a) Les décisions d'attribution, de refus, de suspension ou de suppression de l'APA à domicile ;
  - b) Les décisions d'attribution, de refus, de suspension ou de suppression de l'Aide-Ménagère ;
  - c) Les décisions relatives au versement, à la suspension ou à la suppression du versement de l'ACTP et de la PCH ;
  - d) Les décisions se rapportant à la PCH et APA dite " d'urgence " ;
- 8) Les décisions individuelles relatives à la gestion du RSA et portant :
  - a) Renouvellement de droits ;
  - b) Accord pour avance sur droits supposés ;
  - c) Rejet d'une demande pour dossier incomplet ;
  - d) Attestation de droit ;
  - e) Interruption conservatoire du versement de l'allocation en cas de retour de correspondance " n'habite pas à l'adresse indiquée " ;
  - f) Rejet d'une demande pour non validation du contrat d'insertion, faisant suite à une radiation pour non validation du contrat d'insertion, entre le 5ème mois et le 12ème mois après la radiation ;
  - g) Décisions de suspension de l'allocation en cas de non élaboration ou de non renouvellement du contrat d'engagements réciproques lorsque l'allocataire ne se présente pas à un rendez-vous avec son référent ;
  - h) Les décisions individuelles relatives à l'orientation, les actions d'accompagnement et la réorientation des bénéficiaires du RSA soumis à droits et obligations et portant :
    - Désignation du référent chargé de l'accompagnement ;
    - Désignation du correspondant social ;
    - Réorientation après avis de l'équipe pluridisciplinaire ;
    - Validation ou refus de validation du contrat d'engagements réciproques ;
    - Information du bénéficiaire de la mise en œuvre de la procédure de suspension.
- 9) Les agréments, avertissements et refus d'agréments d'assistants maternels et familiaux ;
- 10) Les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 11) Les décisions relatives à l'attribution des aides individuelles décidées dans le cadre des aides au logement ;
- 12) Les actes liés à l'exercice de l'autorité parentale délégués à l'Aide sociale à l'enfance du Département ou correspondant à des actes relatifs à la gestion de la vie quotidienne des enfants confiés au service ;
- 13) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

**Article 39 :** Délégation directe et permanente est donnée :

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-OUEST :

- **Mme le Docteur Véronique COMMARMOT**, Chef de Service Santé Famille,
- **Mme Sylvianne MUNCHIANDO**, Chef de Service Prévention,
- **M. Jean-François FARGIER**, Chef de Service Enfance,
- **Mme Véronique DERRIEN**, Chef de Service Insertion,
- **M. Matthieu COQUEREL** (à compter du 10 mars 2020 et jusqu'au 10 mai 2020, **Mme Marie-Laure CHAMBON**), Chef de Service Autonomie.

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale CENTRE :

- **Mme le Docteur Béatrice QUENARD**, Chef de Service Santé Famille,
- **Mme Evelyne NAVARRO**, Chef de Service Prévention,
- **M. Emmanuel COURTIAL**, Chef de Service Enfance,
- **Mme Sylvie GAILLARD**, Chef de Service Insertion,
- **Mme Isabelle JOLY**, Chef de Service Autonomie,

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale NORD :

- **Mme Nathalie MATHEVET**, Chef de Service Santé Famille,
- **Mme Annouck FLACHER**, Chef de Service Prévention,
- **M. Philippe DEPIERRE-ETHUIN**, Chef de Service Enfance,
- **M. Rémy SAPET**, Chef de Service Insertion,
- **Mme Elisabeth IQUEL**, Chef de Service Autonomie.

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-EST :

- **Mme Tatiana MOURI**, Chef de Service Santé Famille,
- **Mme Sandra SAOULI**, Chef de Service Prévention,
- **Mme Mathilde BERGER**, Chef de Service Enfance,
- **Mme Morgane FLAUGERE**, Chef de Service Insertion,
- **Mme le Docteur Anne-Marie ORIVELLE**, Chef de Service Autonomie.

à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans la limite de leur ressort territorial respectif, l'ensemble des actes mentionnés à l'article 38, à l'exclusion du 13.

**Article 40 :** Délégation est donnée à **M. Ludovic GREAUD**, Adjoint au Chef de Service Enfance de la Direction Territoriale d'action sociale SUD OUEST, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence, et dans la limite de son ressort territorial, les actes visés à l'article 38 à l'exclusion du 13.

**Article 41 :** Délégation est donnée à **Mme Corinne NAUD**, Adjointe au Chef de Service Enfance de la Direction Territoriale d'action sociale SUD EST, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence, et dans la limite de son ressort territorial, les actes visés à l'article 38 à l'exclusion du 13.

**Article 42 :** En cas d'absence ou d'empêchement conjoints du Directeur et du chef de service, délégation est donnée à :

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-OUEST, Mme Sylvie CHASTAGNOL ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale CENTRE, Mme Jocelyne NICOLAS ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale NORD, Mme Martine DESPESSE ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-EST, en cours de recrutement ;

à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences, et dans la limite de leur compétence territoriale respective, tous les actes et courriers ainsi que les pièces financières relatives à la liquidation de l'APA, de l'ACTP, de l'Aide-ménagère et de la PCH.

**Article 43 :** En cas d'absence ou d'empêchement conjoints du Directeur et du Chef de Service, délégation permanente est donnée à :

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-OUEST, à **Mme Sandrine RIFFARD**, animatrice locale d'insertion ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale CENTRE, à **Mme Sandrine LAFONT**, animatrice locale d'insertion ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale NORD, à **Mme Elisabeth ROUDIER**, animatrice locale d'insertion ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-EST, à **Mme Chrystel DUPORT**, animatrice locale d'insertion ;

à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences, et dans la limite de leur compétence territoriale respective, les décisions individuelles relatives à la gestion du RSA et portant :

- 1) Renouvellement de droits ;
- 2) Attestation de droits ;
- 3) Décisions individuelles portant désignation du référent chargé de l'accompagnement et/ou du correspondant social.

**Article 44 :** En cas d'absence ou d'empêchement conjoints du Directeur et du Chef de Service : délégation est donnée à :

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-OUEST, à **Mme Myriam SOUCHE**, secrétaire de PMI ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale CENTRE, à **Mme Chantal JAVELAS**, secrétaire de PMI ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale NORD, à **M. Guy MARQUIE**, secrétaire de PMI ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-EST, à **Mme Elisabeth MORENO**, secrétaire de PMI ;

à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences, et dans la limite de leur compétence territoriale respective, les correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant de la Direction Territoriale d'action sociale.

**Article 45 :** Délégation directe et permanente est donnée à **en cours de recrutement**, pilote de la MAIA couvrant le territoire de Privas, **Mme Elodie AIZAC**, pilote de la MAIA couvrant le territoire d'Annonay, et **en cours de recrutement**, pilote de la MAIA d'Aubenas, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétence, les actes et correspondances en tant qu'ils se rapportent à la gestion courante des MAIA.

**Article 46 :** L'arrêté n° 2020-167 du 29 avril 2020 est abrogé.

**Article 47 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux,
- et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon,

184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03,

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 48 :** Le Directeur Général des Services Départementaux et les intéressés sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le

**1 8 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le **1 8 MAI 2020**  
Affiché en l'Hôtel du département le **1 8 MAI 2020**  
Identifiant de télétransmission : **N° 177350**



# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-189

**Accordant une garantie d'emprunt pour "les Allées du Palladios" à GUILHERAND-GRANGES (ligne de prêt : 1352597)**

**LE PRESIDENT,**

- Vu** La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L 312.3,
- Vu** Les articles 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales,
- Vu** Les articles 2298 et 2316 du Code civil,
- Vu** La délibération 7.4.1 Conseil départemental du 5 décembre 2016 adoptant le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunts du Département pour la réalisation de logements sociaux,
- Vu** La demande formulée par **SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE** reçue le 11 mars 2020 et le modèle de la délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,
- Vu** Le rapport de Monsieur le Président du Conseil Départemental.

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;

## **ARRETE**

**Article 1 :** Le Département de l'Ardèche réitère sa garantie à hauteur de **50 %** pour le remboursement d'une ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette ligne de prêt réaménagée n°1352597 concerne « Les Allées du Palladios » à **GUILHERAND – GRANGES**

**Article 2 :** La garantie est accordée pour la ligne du prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encouru au titre du prêt réaménagé.

**Article 3 :** Les nouvelles caractéristiques financières de la ligne du prêt réaménagée sont indiquées, à l'annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante du présent arrêté.

**Article 4 :** Concernant la ligne du prêt réaménagée à taux révisables indexées sur le taux du livret A, le taux du livret A effectivement appliqué à ladite ligne du prêt réaménagée sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

**Article 5 :** Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à la ligne du prêt réaménagée référencée à l'annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du livret A au 29/06/2018 est de 0,75% ;

**Article 6 :** La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 7 :** Sur notification de l'impayé par lettre simple de la caisse des dépôts et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 8 :** Le Département s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

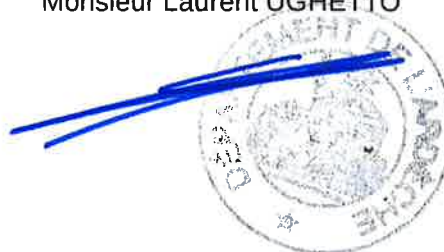
**Article 9 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 10 :** Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

**20 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le 20 MAI 2020  
Affiché en l'Hôtel du département le 20 MAI 2020  
Identifiant de télétransmission : N° 17566





# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-190

### **Accordant une garantie d'emprunt pour "les Allées du Palladios" à GUILHERAND - GRANGES (ligne de prêt : 1352599)**

#### **LE PRESIDENT,**

- Vu** La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L 312.3,
- Vu** Les articles 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales,
- Vu** Les articles 2298 et 2316 du Code civil,
- Vu** La délibération 7.4.1 Conseil départemental du 5 décembre 2016 adoptant le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunts du Département pour la réalisation de logements sociaux,
- Vu** La demande formulée par **SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE** reçue le 11 mars 2020 et le modèle de la délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;

# **ARRETE**

**Article 1 :** Le Département de l'Ardèche réitère sa garantie à hauteur **de 50 %** pour le remboursement d'une ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette ligne de prêt réaménagée n° 1352599 concerne « Les Allées du Palladios » à GUILHERAND – GRANGES

**Article 2 :** La garantie est accordée pour la ligne du prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

**Article 3 :** Les nouvelles caractéristiques financières de la ligne du prêt réaménagée sont indiquées, à l'annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante du présent arrêté.

**Article 4 :** Concernant la ligne du prêt réaménagée à taux révisables indexées sur le taux du livret A, le taux du livret A effectivement appliqué à ladite ligne du prêt réaménagée sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

**Article 5 :** Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à la ligne du prêt réaménagée référencée à l'annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du livret A au 29/06/2018 est de 0,75% ;

**Article 6 :** La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 7 :** Sur notification de l'impayé par lettre simple de la caisse des dépôts et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 8 :** Le Département s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

**Article 9 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 10 :** Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

**20 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



**20 MAI 2020**

Reçu à la Préfecture le  
Affiché en l'Hôtel du département le  
Identifiant de télétransmission :

**20 MAI 2020**

N° 177550



# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## **ARRÊTÉ n°2020-191**

### **Accordant des subventions**

**LE PRESIDENT,**

- Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et notamment son article 1 ;
- Vu** la délibération du Conseil Départemental n° 25.1 du 16 décembre 2019 approuvant le budget primitif ;
- Vu** la délibération du Conseil Départemental n° 26.2 du 16 décembre 2019 approuvant le tableau des subventions départementales d'équipement et de fonctionnement ;

**Considérant** l'état d'urgence sanitaire lié à la crise du COVID et les répercussions financières pour les structures, associations et entreprises ardéchoises,

**Considérant** l'importance de la présence et du travail de ces structures pour la vitalité économique et sociale du territoire,

**Considérant** que l'attribution et le versement sans délai des subventions prévues au budget est de nature à limiter les conséquences financières subies par ces structures du fait du contexte sanitaire,

**Considérant** que le président du Département est autorisé, pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire, à attribuer les subventions par voie d'arrêté

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux

## ARRETE

**Article 1** : Sont réputées attribuées pour les montants et au profit des tiers indiqués les subventions mentionnées dans le tableau annexé au présent arrêté

**Article 2** : Lesdites subventions font l'objet d'un versement anticipé immédiat, tel qu'indiqué en annexe

**Article 3** : lorsqu'elles ont déjà fait l'objet d'une attribution, les subventions mentionnées dans le tableau annexé au présent arrêté font l'objet d'un versement anticipé immédiat à hauteur du montant indiqué, nonobstant les éventuels actes ayant été pris antérieurement et réglémentant leurs modalités de versement.

**Article 4** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **19 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le **19 MAI 2020**  
Affiché en l'Hôtel du département le **19 MAI 2020**  
Identifiant de télétransmission : **n° 177667**

# Annexe - versement des subventions

Enveloppe ou dispositif	Nom du bénéficiaire	Montant attribué au titre de 2020	Versement proposé au titre du versement anticipé COVID
SUBV ASS MAIRES ARDECHE	ASSOCIATION DES MAIRES DE L'ARDECHE	56 430	11 286
SUBVENTION ADIL	ADIL	20 000	4 000
SUB COMITE PREVENTION ROUTIERE	COMITE PREVENTION ROUTIERE	15 000	15 000
SUB ASSO GESTION DE LA CASCADE	ASSOCIATION GESTION DE LA CASCADE	280 000	84 000
SUB POLE DOCUMENTAIRE LUSSAS	POLE DOCUMENTAIRE LUSSAS	95 000	28 500
SUB ASSO GRAND ECRAN POLE IMAG	ASSOCIATION GRAND ECRAN	65 000	19 500
SUB CENTRE DRAMA NAT COME VAL	CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL COMEDIE DE VALENCE	130 000	39 000
SUB ASSO LABEAUME EN MUSIQUE	ASSOCIATION LABEAUME EN MUSIQUE	47 000	14 100
SUB APSOAR	APSOAR	130 000	39 000
SUB MJC ANNONAY FESTIVAL	MJC ANNONAY FESTIVAL	35 000	10 500
SUB ASSO ZINZOLINE ST PERAY	ASSOCIATION ZINZOLINE ST PERAY	17 000	5 100
SUB ASSO CORDES EN BALLADE	ASSOCIATION CORDES EN BALLADE	15 000	4 500
SUB ASSO VOCHORA	ASSOCIATION VOCHORA	12 000	3 600
SUB GRPE ART CONTEMP ANNONAY	GROUPE ART CONTEMPORAIN ANNONAY	21 000	6 300
SUB ASSO THEATRE AUJOURD'HUI	ASSOCIATION THEATRE AUJOURD'HUI	8 000	2 400
SUB ASSO CIE LARDENOIS	ASSOCIATION COMPAGNIE LARDENOIS	12 000	3 600
SUB ASSOC ECRAN VILLAGE	ASSOCIATION ECRAN VILLAGE	7 000	2 100
SUB ASSOC LES ECRANS	ASSOCIATION LES ECRANS	16 000	4 800
SUB ASSO LES COLPORTEURS	ASSOCIATION LES COLPORTEURS	18 000	5 400
SUB ASSO LES NOUVEAUX NEZ	ASSOCIATION LES NOUVEAUX NEZ	16 000	4 800
SUB ASS VIVANTE ARDECHE VOGUE	ASSOCIATION VIVANTE ARDECHE VOGUE	10 000	3 000
SUB PROJET SMAC	PROJET SMAC	130 000	39 000
SUB ASSO EMILIE VALANTIN	ASSOCIATION EMILIE VALANTIN	22 000	6 600
SUBV ASSO TYPO POESIE	ASSOCIATION TYPOGRAPHIE ET POESIE	6 500	1 950
SUB ASSO VILLAGE DOC LUSSAS	ASSOCIATION VILLAGE DOCUMENTAIRE LUSSAS	22 500	6 750
SUB ASSO FORMAT	ASSOCIATION FORMAT	27 000	8 100
SUB ASSOC SENT LAUZES ST MELAN	ASSOCIATION SENTIER DES LAUZES ST MELAN	10 000	3 000
SUB ASSO AU DELA DU TEMPS	ASSOCIATION AU DELA DU TEMPS	9 000	2 700
SUB ASSO COMPAGNIE LA BARAKA	ASSOCIATION COMPAGNIE LA BARAKA	13 500	4 050
SUB ASSOC LA SOURCE	ASSOCIATION LA SOURCE	15 000	4 500
SUB SCIC TENK	SCIC TENK	14 500	4 350
SUB AGENCE METIERS D'ART	AGENCE METIERS D'ART	20 000	6 000
SUB THEATRE LES QUINCONCES	THEATRE LES QUINCONCES	12 000	3 600
SUB ASS LA NOUVELLE MANUFACTUR	ASSOCIATION LA NOUVELLE MANUFACTURE	8 500	2 550
SUB ASSO AMAC	ASSOCIATION AMAC	6 000	1 800
SUB ASSO JEAN FERRAT CULTURE	ASSOCIATION JEAN FERRAT CULTURE	12 000	3 600
SUB ASSO FARPA	ASSOCIATION FARPA	13 000	3 900
MASTER POLE IMAGES LUSSAS	MASTER POLE IMAGES LUSSAS	51 000	13 500
ENSEIGN CATHO. ENTRAIDE UDOGEC	ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE ENTRAIDE UDOGEC	81 255	64 004
FEDERATION OEUVRES LAIQUES	FEDERATION OEUVRES LAIQUES	81 900	40 950
CONTRIBUTION MISSIONS LOCALES	MISSION LOCALE ARDECHE MERIDIONALE	53 850	10 770
CONTRIBUTION MISSIONS LOCALES	MISSION LOCALE CENTRE ARDECHE	52 500	10 500
CONTRIBUTION MISSIONS LOCALES	MISSION LOCALE NORD ARDECHE	59 650	11 930
C.D.O.S. SUB HORS CSD PRIVE	COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF	44 000	44 000
Subv. Com.(Privés)	BOUCLES DROME ARDECHE / RUOMS	3 000	3 000
Subv. Com.(Privés)	VELO ST JUST/CHARRA NATHAN	2 000	2 000
Subv. Com.(Privés)	Eyrieux canoë kayak/HUG ANGELE	1 500	1 500
Subv. Com.(Privés)	Club AC ANNONAY VTT/RUDEAU ALEX	2 000	2 000
Subv. Com.(Privés)	MOTO CLUB PRIVADOIS/BASSET ANTOINE	3 000	3 000
Subv. Com.(Privés)	Association Les Lézards vagabonds/CASADO EMILIEN	1 500	1 500
Subv. Com.(Privés)	BOXING CRUSSOL TEAM GUILLOT/EVA GUILLOT	1 500	1 500
Soutien à Parentalité Orga Privés	Association Au tour des familles Privas	750	750
Soutien à Parentalité Orga Privés	Centres sociaux et familiaux Annonay	750	750
Soutien à Parentalité Orga Privés	Mont à la Feira Burzet	750	750
Soutien à Parentalité Orga Privés	Association Loisirs Enfance Vivaroise Viviers	750	750
Soutien à Parentalité Orga Privés	Association d'accueil et de réinsertion sociale Solen Aubenas	750	750



# Annexe - versement des subventions

Enveloppe ou dispositif	Nom du bénéficiaire	Montant attribué au titre de 2020	Versement proposé au titre du versement anticipé COVID
Soutien à Parentalité Orga Privés	Ecole des Parents et des Educateurs Aubenas	750	750
Soutien à Parentalité Orga Privés	Centre social rural intercommunal Valgorge	750	750
Soutien à Parentalité Orga Privés	Association La Ribambelle Lamastre	750	750
Soutien à Parentalité Orga Privés	Association Maison de Santé Pluridisciplinaire du Pays de Vernoux	750	750
Soutien à Parentalité Orga Privés	Allaiter Loriol sur Drôme	500	500
Soutien à Parentalité Orga Privés	Réseau Naissance Allaitement Aubenas	500	500
Soutien à Parentalité Orga Privés	CALAEPDA	500	500
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	ENVIBAT ACI	12 214	12 214
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	LE TERREAU ACI	21 276	21 276
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	ACCES EMPLOI CHANTIER ACI	11 229	11 229
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	TRIMARAN ACI	17 139	17 139
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	ACTIV EMPLOI ACI	27 580	27 580
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	TREMLIN HORIZON ACI	24 625	24 625
Subv. Insertion Prof IAE (org pub)	LE PRADEL ACI	9 456	9 456
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	TREMLIN ENVIRONNEMENT ACI	17 533	17 533
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	TREMLIN INSERTION CHANTIER ACI	17 730	17 730
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	ECATE ACI	21 473	21 473
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	SYNERNAT ACI	18 715	18 715
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	ATELIERE ACI	11 426	11 426
Subv. Insertion Prof IAE (Privé)	AIME ACI	10 244	10 244
Subvention ALEC	ALEC07	30 000	30 000
Aides annuelles Culture Privé	FORET DES CONTES EN VOCANCE	5 000	5 000
Aides annuelles Culture Privé	MUSEE DES PAPETERIES CANSON & MONTGOLFIER	1 500	1 500
Aides annuelles Culture Privé	CABARET DE SEPTEMBRE	4 000	4 000
Aides annuelles Culture Privé	LAMASTROCK	4 500	4 500
Aides annuelles Culture Privé	LES VERTEBRES (CIE CIEUX GALVANISES)	2 000	2 000
Aides annuelles Culture Privé	LES VERTEBRES (MADAME BLEU)	2 000	2 000
Aides annuelles Culture Privé	LES CAFES LITTERAIRES	3 500	3 500
Aides annuelles Culture Privé	LE FIVAL ARTS ET CULTURE	2 500	2 500
Aides annuelles Culture Privé	LES AUBES SAUVAGES	2 000	2 000
Aides annuelles Culture Privé	ORCAVOU	2 500	2 500
Aides annuelles Culture Privé	PASSE MURAILLE	2 500	2 500
Aides annuelles Culture Privé	POINT BARRE	1 500	1 500
Aides annuelles Culture Privé	LE SILENCE DU MONDE	1 000	1 000
Aides annuelles Culture Privé	IFREEMIS	3 000	3 000
Aides annuelles Culture Privé	MEMOIRE D'ARDECHE ET TEMPS PRESENT	5 000	5 000
Aides annuelles Culture Privé	LEDA ATOMICA 07	2 200	2 200
Aides annuelles Culture Privé	COLETTE BONZO	5 000	5 000
Aides annuelles Culture Privé	SOCIETE GEOLOGIQUE DE L'ARDECHE	1 000	1 000
Aides annuelles Culture Privé	THE TEIL TO BE	3 000	3 000
Aides annuelles Culture Privé	CULTURE EN FAIT	3 300	3 300
Aides annuelles Culture Privé	INSTITUT OLIVIER DE SERRES (INOS)	5 000	5 000
Aides annuelles Culture Privé	THEATRE EN COUR(S)	2 500	2 500
Aides annuelles Culture Privé	GALERIE MIRABILIA	3 000	3 000
Aides annuelles Culture Privé	L'ECHO DES GARRIGUES	1 500	1 500
Aides annuelles Culture Privé	LA BOBINE	1 500	1 500
Aides annuelles Culture Privé	L'ENTIERE COMPAGNIE	4 500	4 500
Aides annuelles Culture Privé	SOLSIKKE COMPAGNIE	4 500	4 500
Aides annuelles Culture Privé	ALADAR	1 500	1 500
Aides annuelles Culture Privé	ASSOCIATION POUR LE PATRIMOINE VIVARAIS LIGNON (APPVL)	4 000	4 000
Aides annuelles Culture Privé	SE NON E VERO	1 500	1 500
Aides annuelles Culture Privé	OFFICE MUNICIPAL DE LA CULTURE DE CHANDOLAS	1 500	1 500
Aides annuelles Culture Privé	AUGUSTE LE SOURD	2 000	2 000
Aides annuelles Culture Privé	OFFICE MUNICIPAL DE LA CULTURE DE DESAIGNES	1 500	1 500
Aides annuelles Culture Privé	ADARA	2 000	2 000
Aides annuelles Culture Privé	SID (LA CIE)	2 000	2 000

# Annexe - versement des subventions

Enveloppe ou dispositif	Nom du bénéficiaire	Montant attribué au titre de 2020	Versement proposé au titre du versement anticipé COVID
Aides annuelles Culture Privé	CENTRE INTERNATIONAL CONSTRUCTION ET PATRIMOINE DE VIVIERS (CICP)	1 000	1 000
Aides annuelles Culture Privé	COLLECTIF DU CHÂTEAU DE VERCHAÛS	4 500	4 500
Aides annuelles Culture Privé	SOCIETE DE SAUVEGARDE DES MONUMENTS ANCIENS DE L'ARDECHE	3 000	3 000
Aides annuelles Culture Privé	CARREFOUR DES ARTS	1 400	1 400
Aides annuelles Culture Privé	INSTABILI (CIE)	1 000	1 000
Aides annuelles Culture Privé	FESTIVAL LUGD'ARTES DANS LA RUE !	2 500	2 500
Aides annuelles Culture Privé	LES AMIS DU MEZENC	1 000	1 000
Aides annuelles Culture Privé	DES NUEES D'ARTS	3 000	3 000
Aides annuelles Culture Privé	PLATEAU SEPT	2 000	2 000
Aides annuelles Culture Privé	ALPARA	5 000	5 000
Aides annuelles Culture Privé	DESSIN CONTEMPORAIN & POPULAIRE	3 500	3 500
Aides annuelles Culture Privé	NOIR CAMBOUIS	3 000	3 000
Aides annuelles Culture Privé	CLAIR D'ETOILES ET BRIN D'JARDIN	3 500	3 500
Aides annuelles Culture Privé	CHIMERES (CIE DES)	2 000	2 000
Aides annuelles Culture Privé	VOILA VOILA	2 500	2 500
Aides annuelles Culture Privé	LA FABRIQUE DU PONT D'ALEYRAC	3 000	3 000
Aides annuelles Culture Privé	GRAND BUREAU	2 500	2 500
Aides annuelles Culture Privé	CMTRA	2 500	2 500
Aides annuelles Culture Privé	FONDATION DU PATRIMOINE	3 000	3 000
Aides annuelles Culture Privé	ATHOME	1 600	1 600
Schéma Enseigt Art Cult Privé	CENTRE D'ENSEIGNEMENT DES MUSIQUES ACTUELLES (CEMA)	4 100	4 100
Schéma Enseigt Art Cult Privé	NOUVELLE ECOLE DE MUSIQUE D'AUBENAS (NEMA)	11 000	11 000
Schéma Enseigt Art Cult Privé	ECOLE DES MUSIQUES VIVANTES DE JOYEUSE	5 000	5 000
Schéma Enseigt Art Cult Privé	CENTRE DES PRATIQUES MUSICALES DE PRIVAS (CPM)	7 000	7 000
Schéma Enseigt Art Cult Privé	ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE DU PONT D'ARC	5 000	5 000
Schéma Enseigt Art Cult Privé	CENTRE SOCIOCULTUREL LA PINEDE - ECOLE DE MUSIQUE	12 500	12 500
Schéma Feder Mat Privé	FEDERATION DES ATELIERS DE MUSIQUES ET DE DANSES TRADITIONNELLES DE L'ARDECHE (FAMDTA)	4 000	4 000
Schéma Feder Mat Privé	FEDERATION NATIONALE DES COMPAGNIES DE THEATRE DE L'ANIMATION (FNCTA)COMITE ARDECHE	20 000	20 000
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	ASSOCIATION DES CHORALES DU BAS-VIVARAIS (ACBV)	1 000	1 000
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	ASSOCIATION GRAND ECRAN	1 500	1 500
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	CENTRE DES PRATIQUES MUSICALES DE PRIVAS (CPM)	1 300	1 300
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	ECOLE DES MUSIQUES VIVANTES	1 500	1 500
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES FOYERS RURAUX	1 500	1 500
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	FEDERATION DES ATELIERS DE MUSIQUES ET DE DANSES TRADITIONNELLES DE L'ARDECHE (FAMDTA)	1 000	1 000
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	FEDERATION DES ATELIERS DE MUSIQUES ET DE DANSES TRADITIONNELLES DE L'ARDECHE (FAMDTA)	1 500	1 500
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES DE L'ARDECHE (FOL 07)	1 500	1 500
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	FORMAT	1 500	1 500
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	GESTION DE LA SMAC ARDECHOISE (SMAC 07)	1 500	1 500
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	LABEAUME EN MUSIQUE	1 500	1 500
Schéma AA Proj Pratiq Amat privé	L'ART D'EN FAIRE	1 500	1 500
Culture AAP Lien Social Privé	ADAPEI ARDECHE IME L'ENVOL	1 200	1 200
Culture AAP Lien Social Privé	ALPEV   ASSOCIATION DE LOISIRS PARENTS ET ENFANTS A VIVIERS	2 000	2 000
Culture AAP Lien Social Privé	ASSOCIATION BETHANIE - IME LES JARDINS DE TISSERANDS	3 000	3 000
Culture AAP Lien Social Privé	ASSOCIATION BETHANIE - MAS LA LANDE	3 000	3 000
Culture AAP Lien Social Privé	CENTRE HOSPITALIER SAINTE-MARIE	4 000	4 000
Culture AAP Lien Social Privé	CULTURE, LOISIRS, ENFANCE, FAMILLE, SOCIAL (CLEFS)	1 600	1 600
Culture AAP Lien Social Privé	FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES DE L'ARDECHE (FOL 07) - IME LE CHÂTEAU DE SOUBEYRAN	2 000	2 000
Culture AAP Lien Social Privé	L'ART D'EN FAIRE	3 000	3 000
Culture AAP Lien Social Privé	MJC CENTRE SOCIAL COULEURS DES LIENS	3 000	3 000
Culture AAP Lien Social Privé	MONT'A LA FEIRA	2 000	2 000
Culture AAP Lien Social Privé	MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES (MRAP)	2 000	2 000
Culture AAP Lien Social Privé	SECOURS POPULAIRE	3 000	3 000
Culture AAP Lien Social Privé	LA RESSOURCERIE TRIMARAN	2 000	2 000

# Annexe - versement des subventions

Enveloppe ou dispositif	Nom du bénéficiaire	Montant attribué au titre de 2020	Versement proposé au titre du versement anticipé COVID
Aides annuelles aux Radios	EUROPHONIA 07 - RADIO INFO RC	3 000	3 000
Aides annuelles aux Radios	RCF VIVARAIS	1 800	1 800
Aides annuelles aux Radios	DE SOURCE SURE - FRÉQUENCE 7	3 500	3 500
Aides annuelles aux Radios	RADIO DES BOUTIERES	2 000	2 000
Aides annuelles aux Radios	RADIO PIRAILLONS - RADIO D'ICI	2 700	2 700
Aides annuelles aux Radios	RADIO M	2 000	2 000
AIDE ANNUELLE CULTURE CNE EPCI	COMMUNE D'ANNONAY	1 500	1 500
AIDE ANNUELLE CULTURE CNE EPCI	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT-LIGNON	2 000	2 000
AIDE ANNUELLE CULTURE CNE EPCI	MUSEE DES VANS	1 000	1 000
SCHEMA ENSGNMT ART CULT PUBLIC	COMMUNE D'ANNONAY CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT COMMUNAL (CRC)	20 000	20 000
SCHEMA ENSGNMT ART CULT PUBLIC	COMMUNE DE PRIVAS CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT COMMUNAL (CRC)	20 000	20 000
SCHEMA ENSGNMT ART CULT PUBLIC	COMMUNE DE GUILHERAND-GRANGES ECOLE DE MUSIQUE MUNICIPALE	2 800	2 800
SCHEMA ENSGNMT ART CULT PUBLIC	COMMUNE DE SAINT-PERAY ECOLE MUNICIPALE DE MUSIQUE	10 750	10 750
SCHEMA ENSGNMT ART CULT PUBLIC	COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DES VANS EN CEVENNES	30 000	30 000
SCHEMA AA PROJ PRATIQ AMAT DIV	SYNDICAT MIXTE ECOLE MUSIQUE ET DANSE ARDECHE CONSERVATOIRE ARDECHE MUSIQUE ET DANSE (AMD)	1 200	1 200
SCHEMA AA PROJ PRATIQ AMAT DIV	SYNDICAT MIXTE ECOLE MUSIQUE ET DANSE ARDECHE CONSERVATOIRE ARDECHE MUSIQUE ET DANSE (AMD)	1 000	1 000
CULTURE AAP LIEN SOCIAL ETS PUB	CENTRE HOSPITALIER ARDECHE MERIDIONALE	4 000	4 000
CULTURE AAP LIEN SOCIAL PUB DIV	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIAL (CCAS) CENTRE SOCIAL AU FIL DE L'EAU	3 000	3 000
AAP DISP CULT LIE SOCIAL CNES	CC DU RHONE AUX GORGES DE L'ARDECHE (DRAGA)	3 200	3 200
FONCT ET ACTIONS ADT	Agence de développement touristique	2 660 000	1 108 333
Subvention Solidarité Agricole	Solidarité paysans	8 600	3 600
Subvention Organismes agricoles (Privés)	Agribio Ardèche	40 000	12 000
subv organismes agricoles	Groupement de défense sanitaire du cheptel	230 000	184 000
subv organismes agricoles	Adice	17 000	13 600
Subvention ENERGIE	Agence locale Energie et Climat Ardèche	40 000	10 000
Subv. Organismes Loisirs Nature	Fédération Départementale de la Chasse	6 000	6 000
Subv. Organismes Loisirs Nature	fédération Départementale de la Pêche	5 000	5 000
Organismes tourisme	Agence loisirs patrimoine	37 000	30 000
Actions agritouristiques	FDCIVAM	15 000	7 500
Comités sportifs scolaires	UNSS	32 000	32 000
Subv. Associations nature ENS	Fédération Rhône Alpes de protection de la nature	9 000	9 000
Contrat sportif départemental	AMICALE ENTENTE BOULE DE VALS	1 400	1 400
Contrat sportif départemental	AMICALE LAÏQUE SAINT JEAN DE MUZOLS	500	500
Contrat sportif départemental	ARDÈCHE RUN ORGANISATION	3 500	3 500
Contrat sportif départemental	ARDÈCHE SLACKLINE	1 000	1 000
Contrat sportif départemental	ARDECHE SPORT ATTITUDE	8 000	8 000
Contrat sportif départemental	ASSOCIATION DE TENNIS DE TABLE D'AUBENAS/VALS	1 500	1 500
Contrat sportif départemental	ASSOCIATION LES LEGREMIS	350	350
Contrat sportif départemental	ASSOCIATION SPORTIVE CANÇOISE	2 000	2 000
Contrat sportif départemental	ASSOCIATION SPORTIVE COUCOURON	7 500	7 500
Contrat sportif départemental	AUTO CYCLE ANNONÉEN (AC ANNONAY VTT)	350	350
Contrat sportif départemental	BASKET ECLASSAN (LES ENFANTS DE L'ORMEAU D'ECLASSAN)	1 250	1 250
Contrat sportif départemental	BOULE BOURGUESANNE	500	500
Contrat sportif départemental	BOULE DE LA CLAYSSE	900	900
Contrat sportif départemental	BOULIEU TRAIL	1 000	1 000
Contrat sportif départemental	BOXE AMÉRICAINNE ANNONAY	1 000	1 000
Contrat sportif départemental	BOXING CRUSSOL TEAM GUILLOT	1 700	1 700
Contrat sportif départemental	CANOË KAYAK TAIN TOURNON (CKTT)	2 400	2 400
Contrat sportif départemental	CERCLE ESCRIME GUILHERAND-GRANGES	750	750
Contrat sportif départemental	CLUB ALPIN FRANÇAIS D'ANNONAY	800	800
Contrat sportif départemental	CLUB DES RANDONNEURS VIVAROIS	1 000	1 000
Contrat sportif départemental	CLUB HANDI VALIDE GUILHERAND GRANGES	3 700	3 700
Contrat sportif départemental	COMITÉ BI-DÉPARTEMENTAL DE VOLLEY-BALL	4 000	4 000
Contrat sportif départemental	COMITÉ DES FÊTES DE DÉSAINES	1 000	1 000

# Annexe - versement des subventions

Enveloppe ou dispositif	Nom du bénéficiaire	Montant attribué au titre de 2020	Versement proposé au titre du versement anticipé COVID
Contrat sportif départemental	COURSE ET NATURE GORGES ET ARDECHE	500	500
Contrat sportif départemental	CYCLO RANDONNEURS PRIVADOIS	400	400
Contrat sportif départemental	CYCLOTOURISTES ANNONEENS	4 350	4 350
Contrat sportif départemental	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DU HAUT VIVARAIS	350	350
Contrat sportif départemental	EPIC VAL'EYRIEUX TOURISME	13 000	13 000
Contrat sportif départemental	ESB DES VALLEES AUBENAS 07	2 300	2 300
Contrat sportif départemental	ETOILE SPORTIVE DE SAINT MARCEL LES ANNONAY	1 000	1 000
Contrat sportif départemental	FAIR PLAY PRIVAS	1 200	1 200
Contrat sportif départemental	FOOTBALL CLUB RHONE VALLEES	21 000	21 000
Contrat sportif départemental	GUILHERAND-GRANGES ARDECHE HANDBALL	1 500	1 500
Contrat sportif départemental	HB07 LE POUZIN	65 000	25 000
Contrat sportif départemental	HOCKEY CLUB DE GUILHERAND-GRANGES GRIZZLIES	1 250	1 250
Contrat sportif départemental	HERMITAGE TOURNOIS TRIATHLON	500	500
Contrat sportif départemental	INTERNATIONAL DE PETANQUE DE RUOMS	3 000	3 000
Contrat sportif départemental	JUDO-CLUB TAIN-TOURNON	1 500	1 500
Contrat sportif départemental	LA GRIMPE	3 300	3 300
Contrat sportif départemental	LE TEIL OASIS TENNIS DE TABLE	1 200	1 200
Contrat sportif départemental	NATATION SUD ARDECHE	1 500	1 500
Contrat sportif départemental	OLYMPIC CLUB GRANGEAIS	4 500	4 500
Contrat sportif départemental	PATRO SPORTS ANNONAY	1 200	1 200
Contrat sportif départemental	RAID NATURE DU PONT D'ARC	2 400	2 400
Contrat sportif départemental	RUGBY CLUB TOURNON TAIN (FOOTBALL CLUB TOURNON TAIN RUGBY)	30 000	30 000
Contrat sportif départemental	SC PRIVAS TENNIS DE TABLE	750	750
Contrat sportif départemental	SCP SPORT BOULES	500	500
Contrat sportif départemental	SPORTING CLUB CRUASSIEN	6 500	6 500
Contrat sportif départemental	SPORTS NAUTIQUES TAIN TOURNON	11 500	11 500
Contrat sportif départemental	TENNIS CLUB LE CHEYLARD	1 500	1 500
Contrat sportif départemental	UNION CYCLISTE TAIN TOURNON	1 000	1 000
Contrat sportif départemental	UNION SPORTIVE BAS VIVARAIS	1 000	1 000
Contrat sportif départemental	UNION SPORTIVE DE ROCHEMAURE	1 000	1 000
Contrat sportif départemental	VERNOSC DAVEZIEUX BASKET	6 000	6 000
Contrat sportif départemental	VIVARAIS BADMINTON	1 000	1 000
Contrat sportif départemental	XV DE COEUR	2 500	2 500
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	FEDERATION GENERATION MOUVEMENTS	13 020	13 020
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	FEDERATION ES UNRPA	10 540	10 540
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club Bienvenue	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club Les Linottes Melodieuses	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association Vivre Mieux	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Clubs Les Bons Vivants	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Foyer des Retraités Albenassiens	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Amicale des Anciens Caporaux et Sapeurs Pompiers	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Amicale des Anciens Officiers Sapeurs Pompiers	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Amicale des Sous-Officiers Sapeurs Pompiers Retraités Ardèche	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club Les Jours Heureux	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association Club Intercommunal les Amis du Chataignier	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club Amitié et Loisirs	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club les Blés d'Or	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Amitié Loisir Culture en Pays de Ligne	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club les Genêt d'Or	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club Les Bruyères	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club des Aînés du Centre Hospitalier général	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association Rompon Activ	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club Rencontres et Loisirs	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association Chorale un sourire chantant	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club Amitiés et Loisirs Classe 62	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club les Chênes Verts	155	155

# Annexe - versement des subventions

Enveloppe ou dispositif	Nom du bénéficiaire	Montant attribué au titre de 2020	Versement proposé au titre du versement anticipé COVID
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club la Pavoise	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club les Genêts	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club Gymnastique volontaire séniors LES ENTOUSIASTES	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association Loisirs Animations Culture LAC	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club Automne Ensoleillé	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association Nationale des Retraités de la Poste et de France telecom	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association les Aînés du Charray	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club Les Amis de la Tour Penchée	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club 3ème âge Au bon Accueil	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association Age Tendre	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club les Amis d'Uzer	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club de Gymnastique Volontaire	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association Rencontres et Loisirs	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Club 3ème âge L' Agrevou	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association Veyras Amitié	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association Les Amis de l'Hôpital	155	155
CLUBS FOYERS PERSONNES AGEES	Association Club les Bons Vivants	155	155
Soutien à Parentalité Orga Privés	COLLECTIF IDEO FEMININ	59 000	400
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège La Lombardière Annonay	2 000	2 000
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Les Perrières Annonay	5 001	5 001
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Jastres Aubenas	3 064	3 064
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Roqua Aubenas	2 561	2 561
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Le Laoul Bourg-Saint-Andéol	4 033	4 033
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Les Deux Vallées Le Cheylard	1 791	1 791
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Albert Mercoyrol Cruas	1 950	1 950
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Charles de Gaulle Guilhaud-Granges	1 862	1 862
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Vallée de la Beaume Joyeuse	3 090	3 090
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Le Vivarais Lamastre	700	700
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège La Ségalière Largentière	2 080	2 080
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Joseph Durand Montpezat-sous-Bauzon	1 350	1 350
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Alex Mezenc Le Pouzin	1 986	1 986
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Bernard de Ventadour Privas	5 050	5 050
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Louis Juvet Saint Agrève	1 965	1 965
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Montagne Ardéchoise Saint Cirgues-en-Montagne	2 549	2 549
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Crussol Saint Péray	3 610	3 610
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège L'Eyrieux Saint Sauveur-de-Montgut	5 726	5 726
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Marcel Chamontin Le Teil	5 525	5 525
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Marie Curie Tournon-sur-Rhône	6 165	6 165
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Henri Ageron Vallon-Pont-d'Arc	4 350	4 350
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Georges Gouy Vals-les-Bains	3 527	3 527
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Léonce Vieljeux Les Vans	3 692	3 692
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Pierre Delarbre Vernoux-en-Vivarais	1 500	1 500
Subvention collèges matériel pédagogique	Collège Laboissière Villeneuve-de-Berg	2 873	2 873
ELEMENTS ANNEXES DOTATION COLLEGES PUBLICS	Collège Léonce Vieljeux Les Vans	101	101
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Annonay	ND	2 977
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Aubenas	ND	6 971
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Beauchastel	ND	420
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Bourg-Saint-Andéol	ND	8 940
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Cruas	ND	1 981
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Davézieux	ND	70
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Guilhaud-Granges	ND	7 410
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Joyeuse	ND	245
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Lamastre	ND	903

# Annexe - versement des subventions

Enveloppe ou dispositif	Nom du bénéficiaire	Montant attribué au titre de 2020	Versement proposé au titre du versement anticipé COVID
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Largentière	ND	2 450
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Montpezat-sous-Bauzon	ND	462
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Le Pouzin	ND	2 037
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Privas	ND	9 953
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Ruoms	ND	2 758
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Saint Cirgues-en-Montagne	ND	1 197
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Saint Jean-de-Muzols	ND	3 048
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Saint Péray	ND	7 521
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Saint Sauveur-de-Montagut	ND	594
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Satillieu	ND	1 306
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Le Teil	ND	4 079
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Tournon-sur-Rhône	ND	8 605
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Vallon-Pont-d'Arc	ND	4 895
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Vals-les-Bains	ND	3 005
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Les Vans	ND	735
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Vernosc-lès-Annonay	ND	260
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de Villeneuve-de-Berg	ND	4 062
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Mairie de La Voulte-sur-Rhône	ND	5 325
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Communauté de communes du Pays de Lamastre	ND	1 930
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Syndicat mixte d'études des monts et vallées d'Ardèche	ND	4 250
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Syndicat Mixte de l'Ardèche Méridionale	ND	1 500
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Communauté de communes Ardèche des sources et volcans	ND	3 185
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Communauté de communes Pays des Vans en Cévennes	ND	270
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Communauté de communes Rhone Crussol	ND	4 100
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Communauté de communes Val'Eyrieux	ND	10 250
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Communauté d'agglomération Privas Centre Ardèche	ND	9 102
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo	ND	20 490
UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX	Communauté de communes Arche Agglo	ND	2 700
REMBOURSEMENTS DES COLLÈGES UTILISANT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS	Collège Le Pouzin Alex Mézenc	ND	2 000
REMBOURSEMENTS DES COLLÈGES UTILISANT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS	Collège Saint Cirgues-en-Montagne	ND	350
REMBOURSEMENTS DES COLLÈGES UTILISANT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS	Collège Bourg-Saint-Andéol Le Laoul	ND	3 400
REMBOURSEMENTS DES COLLÈGES UTILISANT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS	Collège Vallon-Pont-d'Arc Henri Ageron	ND	165
REMBOURSEMENTS DES COLLÈGES UTILISANT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS	Collège Bourg-Saint-Andéol Marie Rivier	ND	3 100
REMBOURSEMENTS DES COLLÈGES UTILISANT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS	Collège Le Cheylard Saint Louis	ND	600
PROMOTION	Boucles Drôme Ardèche Organisation	3 000	3 000
PROMOTION	BOXING CRUSSOL TEAM GUILLOT	1 500	1 500
PROMOTION	Club AC ANNONAY VTT	2 000	2 000
PROMOTION	Vélosaintju 07	2 000	2 000
PROMOTION	Eyrieux canoë kayak	1 500	1 500
PROMOTION	Association Les Lézards vagabonds	1 500	1 500
PROMOTION	MOTO CLUB PRIVADOIS	3 000	3 000
<b>Total</b>		<b>5 965 076</b>	<b>3 165 011</b>



# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2020-194

### Accordant une garantie d'emprunt pour "Les Acacias" à CORNAS

#### LE PRESIDENT,

- Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et notamment son article 1 ;
- Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L 312.3,
- Vu** les articles 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales,
- Vu** les articles 2298 et 2316 du Code civil,
- Vu** la délibération 7.4.1 Conseil départemental du 5 décembre 2016 adoptant le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunts du Département pour la réalisation de logements sociaux,
- Vu** la demande formulée par **HABITAT DAUPHINOIS** reçue le 3 mars 2020 et le modèle de la délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,
- Vu** le contrat de prêt N° 106997 en annexe signé entre HABITAT DAUPHINOIS ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,

**Considérant** l'Etat d'urgence dû au COVID-19.

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux ;



## ARRETE

**Article 1 :** Le Département de l'Ardèche accorde sa garantie à hauteur **de 70 %** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de **789 346.00 €** souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le **Contrat de prêt n°106997** est constitué de 4 lignes de Prêt dont l'objet est la construction de 8 logements locatifs « Les Acacias » à **CORNAS**.

**Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante du présent arrêté.**

**Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :** La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 3 :** Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :** Le Département s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 5 :** L'arrêté n° 2020-181 du 18 mai 2020 est abrogé.

**Article 6 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

**Article 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est responsable de l'exécution du présent arrêté, lequel sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **29 MAI 2020**

Le Président,  
Monsieur Laurent UGHETTO



**29 MAI 2020**

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identifiant de télétransmission : **n° 177761**

**29 MAI 2020**

# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités  
Enfance, Santé et Famille  
Ressource Enfance et Famille

Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI  
Pôle Astier Froment  
2, rue de la recluse

## ARRÊTÉ n°2020-162

**Portant fixation du prix de journée du lieu de vie et d'accueil "Les Sources d'Eymieux"**

**LE PRESIDENT,**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L . 312-1, III et D. 316-1 et suivants ;
- VU** l'arrêté conjoint n° 2020-46 du 20 janvier 2020 portant autorisation de création du lieu de vie et d'accueil « Les Sources d'Eymieux », à 07700 Bourg-Saint-Andéol ;

**Considérant**, les propositions budgétaires formulées par le lieu de vie et d'accueil « Les Sources d'Eymieux »,

**SUR PROPOSITION** de Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

## ARRETE

**ARTICLE 1** : Le prix de journée applicable aux mineurs placés par décision administrative ou judiciaire au Lieu de Vie et d'Accueil « Les Sources d'Eymieux. » est fixé à 14,5 fois la valeur horaire du salaire minimum de croissance par enfant et par jour.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté est valable, à compter de sa notification, pour l'année civile en cours et pour les deux exercices suivants.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03


**ARTICLE 4** : Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur le gestionnaire du Lieu de Vie et d'accueil « Les Sources d'Eymieux », sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 28.05.2020

P/Le Président et par délégation  
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Reçu à la Préfecture le 28.05.2020  
Notifié le 28.05.2020  
Identifiant de télétransmission : 176691

Affiché le 28.05.2020

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,  
  
Géraldine MAILATIER



**POUR COPIE CONFORME AUX ORIGINAUX  
DÉPOSÉS À LA DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

**Pour le Président,  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux**

Antonin JIMENEZ

**ardèche**  
LE DÉPARTEMENT

Hôtel du Département - Quartier La Chaumette  
BP 737 - 07007 Privas cedex - Tél : 04 75 66 77 07



[www.ardeche.fr](http://www.ardeche.fr)